



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 SEPTEMBRE 1947

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 6th, 1947

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si un erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
17227 — 1-52

## Lettres patentes

Acme Salvage & Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit juillet 1947, constituant en corporation: Saul Cohen, Stan Fields, et Ben Ladnick, marchands, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et faire les affaires de manufacturiers, commerçants et distributeurs de véhicules moteurs de toutes sortes et descriptions, machinerie, fournitures électriques, et tous accessoires, sous le nom de "Acme Salvage & Trading Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 227 ouest rue Beaubien, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

## Letters Patent

Acme Salvage & Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the twenty-eighth day of July, 1947, incorporating: Saul Cohen, Stan Fields and Ben Ladnick, merchants, all of the city of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, dealers and distributors of motor vehicles of all kinds and descriptions, machinery, electrical wares, and all accessories, under the name of "Acme Salvage & Trading Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at 227 Beaubien Street, West, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Associated Clock & Specialty Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, Isabelle Lemay, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Martine Ranger, sténographe, de l'Abord-à-Plouffe, tous du district de Montréal, pour les objets suivants.

Manufacturer et faire le commerce du fer, de l'acier, du bronze, du cuivre, du zinc, du bois et de tous autres métaux, depuis le minerais jusqu'au produit fini d'iceux, et tous autres produits naturels s'y rapportant, susceptibles d'être manufacturés, sous le nom de "Associated Clock & Specialty Ltd.", avec un capital de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5, chacune et 19,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Associated Clock & Specialty Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Jean Monette, lawyer, Isabelle Lemay, stenographer, both of the city of Montreal, and Martine Ranger, stenographer, of L'Abord-à-Plouffe, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in iron, steel, brass, copper, zinc, wood, and all other metals from the ore to the finished products thereof and all other natural products connected therewith capable of being manufactured, under the name of "Associated Clock & Specialty Ltd.", with a capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of \$5. each, and 19,500 preferred shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Bilrite Clothing Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trente juillet 1947, constituant en corporation: Joseph Dankner, manufacturier, Sarah Yuck, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Dankner et dûment autorisée par lui pour les fins des présentes, John Schmeltzer, manufacturier, et Jennie Dubin, ménagère, épouse en communauté de biens de John Schmeltzer et dûment autorisée par lui pour les fins des présentes, tous des cités et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter toutes ou chacune des affaires de manufacturiers ou entrepreneurs de confections et vêtements de toutes sortes, tailleurs, marchands de gants, soie, coton, drap et dentelle, sous le nom de "Bilrite Clothing Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Bilrite Clothing Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1947, incorporating: Joseph Dankner, manufacturer, Sarah Yuck, housewife, wife separate as to property of Joseph Dankner, and duly authorized by him for these presents, John Schmeltzer, manufacturer, and Jennie Dubin, housewife, wife common as to property of John Schmeltzer, and duly authorized by him for these presents, all of the the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of the manufacturers or contractors of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, gloves, silk, cotton, cloth and laces merchants, under the name of "Bilrite Clothing Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Charles Goodfellow Lumber Sales Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1947, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, et Paul-Aldéric Ouimet, avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes leurs branches respectives, les commerces de marchands de bois, propriétaires de moulins et marchands généraux soit en gros ou en détail, de bois de toutes catégories et de tous produits quelconques généralement employés dans l'industrie de la construction, sous le nom de "Charles Goodfellow Lumber Sales Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé

**Charles Goodfellow Lumber Sales Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1947, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois and Paul-Aldéric Ouimet, advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all their respective branches the business of lumber merchants, mill owners and general dealers, either wholesale or retail, in lumber of all categories and any products whatsoever generally used in the building business, under the name of "Charles Goodfellow Lumber Sales Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 450 preferred shares of the par value

en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 50 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires ne devra pas excéder vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Club du Lac Bonnetterre, Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Marcel Pigeon, avocat, Louis-Joseph Ducharme, Exalpat Larivière, Pierre-Eloi Leblanc, marchands, tous de la cité de Montréal, Charles Charbonneau et Charles Bousquet, marchands, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Former et organiser un club, ou des clubs, pour permettre aux membres de profiter et de jouir des sports au grand air, de la pêche et des jeux;

Acquérir et assumer, comme entreprise en exploitation, l'entreprise jusqu'ici exploitée en la province de Québec, de "Club du Lac Bonnetterre" constitué en corporation par un arrêté en conseil spécial de la province de Québec, sous le numéro 1104, en date du 6 août 1914, et conformément aux dispositions des articles 7240 et suivants, des Statuts refondus de Québec, 1909;

Le nom de la présente compagnie est "Club du Lac Bonnetterre, Incorporé".

Le montant du capital actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de cette corporation sera limité à trente (30).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Dexter Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juillet 1947, constituant en corporation: Jonathan Robinson, Kenneth Albert Wilson, avocats et conseils en loi du Roi, et Eveline Gaillardetz, sténographe, célibataire, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, manufacturer, négocier, trafiquer des voitures et des véhicules et leurs accessoires et pièces, sous le nom de "Dexter Motors Ltd."

Le capital actions de la compagnie sera composé de mille (1000) actions privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune et quatre mille (4000) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

of \$100 each, and 50 common shares of the par value of \$100 each.

The number of its shareholders shall not exceed twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Club du Lac Bonnetterre, Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Marcel Pigeon, advocate, Louis-Joseph Ducharme, Exalpat Larivière, Pierre-Eloi Leblanc, merchants, all of the city of Montreal, Charles Charbonneau and Charles Bousquet, merchants, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To form and organize a club or clubs to enable the members thereof to take advantage of and enjoy outdoor, fishing and game sports;

To acquire and take over, as a going concern, the undertaking heretofore carried on in the Province, of "Le Club du Lac Bonnetterre", incorporated by special Order in Council of the Province of Quebec, under number 1104, dated August 6, 1914, and pursuant to provisions of Section 7240, and following, of the Revised Statutes of Quebec, 1909;

The name of this company is "Club du Lac Bonnetterre, Incorporé".

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The number of the shareholders of the corporation shall be limited to thirty (30).

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Dexter Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1947, incorporating: Jonathan Robinson, Kenneth Albert Wilson, advocates and King's Counsels, and Eveline Gaillardetz, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, manufacture, deal in, deal with, conveyances and vehicles, and accessories or parts thereof, under the name of "Dexter Motors Ltd".

The capital stock of the company shall consist of one thousand (1000) preferred shares of the par value of ten dollars (\$10) each, and four thousand (4000) common shares of the par value of ten (\$10) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Foot Joys Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du premier août 1947, constituant en corporation: Alfred Marois, manufacturier, Jean Marois et Maurice Marois, commis, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricant de chaussures sous le nom de "Foot Joys Inc.", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Foot Joys Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1947, incorporating: Alfred Marois, manufacturer, Jean Marois and Maurice Marois, clerks, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer of footwear, under the name of "Foot Joys Inc.", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**General Drug Limited  
Les Produits Pharmaceutiques Généraux  
Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Aquilas Gobeil, garagiste, Dame Jeanne Deschênes, épouse contractuellement séparée de biens dudit Aquilas Gobeil, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux d'Hébertville-Station, et Philippe-Edouard Simard, comptable, de Grande-Baie, tous du district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Sujet à la loi de pharmacie de Québec, exercer le commerce de condiments, aliments, produits pharmaceutiques, produits chimiques;

De tout objet de bijouterie quelconque;

De tous articles ou produits se rattachant à l'imprimerie;

De toutes sortes de jouets, nouveautés, sous le nom de "General Drug Limited - Les Produits Pharmaceutiques Généraux Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**General Drug Limited  
Les Produits Pharmaceutiques Généraux  
Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Aquilas Gobeil, garage keeper, Dame Jeanne Deschênes, wife separate as to property by marriage contract of said Aquilas Gobeil, and duly authorized by him for the purpose hereof, both of Hébertville-Station, and Philippe Edouard Simard, accountant, of Grande-Baie, all of the district of Chicoutimi, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to deal in condiments, foodstuffs, pharmaceutical products and chemicals;

Any object of jewellery whatsoever;

All articles and products connected with the printing trade;

All kinds of toys, novelties, under the name of "General Drug Limited - Les Produits Pharmaceutiques Généraux Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Gordon-Harris Supply Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente-et-un juillet 1947, constituant en corporation: Harry Julius Gordon, manufacturier, Ralph Weinauch, gérant, et Jack Ralph Bogante, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ou chacune de leurs branches, les commerces qui consistent à manufacturer ou autrement négocier les accessoires de plomberie et accessoires électriques et dispositifs de tous genres, les plastiques, outillage optique et accessoires, pièces pour moteurs; meubles de tous genres et de toutes descriptions, métaux, produits métalliques, spécialités, et outi-

**Gordon-Harris Supply Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of July, 1947, incorporating: Harry Julius Gordon, manufacturer, Ralph Weinauch, manager, and Jack Ralph Bogante, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all or any of their branches business of manufacturing, or otherwise dealing with in plumbing and electrical supplies and appliances of all kinds, plastics, optical equipment and accessories, automotive parts; furniture of every type and description, metals, metal products, specialties and equipment of every type, kind and description, under the name of "Gordon

lages de tous genres, toutes espèces et descriptions, sous le nom de "Gordon Harris Supply Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires ne devra pas excéder vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### H. Gaulin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1947, constituant en corporation: Hervé Gaulin, commerçant, Raymond Bienvenu, voyageur de commerce, et Dame Mariette Gaulin, épouse séparée de biens de Hervé Gaulin et dûment autorisée par lui, ménagère, tous de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, exportateurs et marchands de toutes sortes de métaux et produits de métal;

Tous objets de plastique, de caoutchouc, verre, de bois, d'articles de papeterie et d'imprimerie, sous le nom de "H. Gaulin Limitée", avec un capital de \$49,900, divisé en 249 actions communes de \$100 chacune, et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Industrial Novelties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Harry H. Klinger, avocat, Irving Shulkin, mécanicien, tous deux de la cité de Montréal, et Sam Wiseman, vendeur, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier et faire le commerce de nouveautés, dispositifs mécaniques, jouets de toute espèce, et faits de toute matière quelconque, sous le nom de "Industrial Novelties Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 175 actions ordinaires de \$100 chacune, et 225 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### La Chambre de Commerce de St-Siméon de Bonaventure, Qué.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant

Harris Supply Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

That the shareholders of the company shall not exceed twenty in number;

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Attorney Deputy General.

#### H. Gaulin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1947, incorporating: Hervé Gaulin, trader, Raymond Bienvenue, commercial traveller, and Dame Mariette Gaulin, wife separate as to property of Hervé Gaulin and duly authorized by him, housewife, all of Saint-Césaire, district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the industry and trade of manufacturers, exporters and dealers in all kinds of metals and metal products;

All objects made of plastic, rubber, glass, wood, stationery and printing material, under the name of "H. Gaulin Limitée", with a capital stock of \$49,900, divided into 249 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Césaire, district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Industrial Novelties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Harry H. Klinger advocate, Irving Shulkin, mechanic, both of the city of Montreal, and Sam Wiseman, salesman, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy or otherwise acquire, and sell or otherwise deal in or with novelties, mechanical devices, toys, of every kind, and made of every sort of material, under the name of "Industrial Novelties Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 175 common shares of \$100. each, and 225 preferred shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### La Chambre de Commerce de St-Siméon de Bonaventure, Qué.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, to incorporate as a corporation

en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Alphonse Miville, curé, Firmin Arseneault, Lazare Arseneault, Eudore Poirier, cultivateurs, Edgar Babin, plombier, Lazare Poirier, Horace Bélanger et Pierre-André Cavanagh, marchands, tous de St-Siméon, district de Gaspé, pour les objets suivants:

Travailler au relèvement économique et au bien-être social dans la paroisse de St-Siméon, sous le nom de "La Chambre de Commerce de St-Siméon, de Bonaventure, Qué."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Siméon-de-Bonaventure, district de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Joseph-Louis-Ferdinand Chabot, secrétaire-trésorier municipal, J.-Stanislas Pouliot, shérif, et Gaston Dufour, notaire, tous de Sainte-Germaine du lac Etchemin, district de Beauce, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tenanciers d'hôtel, garagiste, marchand de tabac et cigares, sous le nom de "Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée", avec un capital de \$99,900, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 499 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Etchemin, district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### L. H. Burns & Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq juillet 1947, constituant en corporation: Max Liverman, Julius Briskin, avocats, et Annie McNamee, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Traffiquer, manufacturer, négocier ou faire le commerce, comme marchand en gros et détail, tant, ou l'un ou l'autre, des vêtements, textiles, marchandises sèches, hardes et accessoires, des accessoires de ménage, produits alimentaires, et tous articles faits de métal, d'aluminium, de verre, de plastique, de bois ou de caoutchouc, sous le nom de "L. H. Burns & Co. Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

without share capital: the Rev. abbé Alphonse Miville, parish priest, Firmin Arseneault, Lazare Arseneault, Eudore Poirier, farmers, Edgar Babin, plumber, Lazare Poirier, Horace Bélanger, and Pierre André Cavanagh, merchants, all of Saint-Siméon, district of Gaspé, for the following purposes:

To work for the economic advancement and social welfare of the parish of St-Siméon, under the name of "La Chambre de Commerce de St-Siméon de Bonaventure, Qué."

The amount to which the immovable property (or the annual revenues therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Siméon-de-Bonaventure, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Joseph Louis Ferdinand Chabot, municipal secretary treasurer, J. Stanislas Pouliot, sheriff, and Gaston Dufour, notary, all of Sainte-Germaine du Lac Etchemin, district of Beauce, for the following purposes:

To carry on the business of hotel keepers, garage keepers, dealers in tobacco and cigars, under the name of "Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée", with a capital stock of \$99,900, divided into 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and 499 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Lac Etchemin, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

A. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### L. H. Burns & Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1947, incorporating: Max Liverman, Julius Briskin, advocates, and Annie McNamee, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montréal, for the following purposes:

To trade, manufacture, dispose or deal as wholesaler and retailer or either, in or with clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, food products, and all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "L. H. Burns & Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2500 common shares of a par value of \$10 each, and 300 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Lido Shoe Incorporated**  
**Chaussures Lido Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Rodolphe Blanchet, marchand, Dame Gabrielle Guillery Blanchet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Rodolphe Blanchet, tous deux de Ville Mont-Royal, et Patrice Blanchet, gérant, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce du gros et du détail de chaussures, et de tous articles fabriqués de quelque matériel que ce soit, qui servent à couvrir, en toute saison, les pieds et les jambes des hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Lido Shoe Incorporated - Chaussures Lido Incorporée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
 L. DÉSILETS.

**Lido Shoe Incorporated**  
**Chaussures Lido Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Rodolphe Blanchet, merchant, Dame Gabrielle Guillery Blanchet, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Rodolphe Blanchet, both of the town of Mount Royal, and Patrice Blanchet manager, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal wholesale and retail in shoes and any other articles made from any kind of material, used, in all seasons, to cover the feet and limbs of men, women and children, under the name of "Lido Shoe Incorporated - Chaussures Lido Incorporée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
 Deputy Attorney General.

**Maska Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Léo Davignon, Ernest Carrière, comptables, et Edward G. Tannage, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exercer toutes ou aucune des opérations d'entrepreneurs généraux pour la construction, sous le nom de "Maska Construction Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Acton Vale, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
 L. DÉSILETS.

**Maska Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Léo Davignon, Ernest Carrière, accountants, and Edward G. Tannage, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in all operations of a general contractor for construction work, under the name of "Maska Construction Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Acton Vale, district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
 Deputy Attorney General.

**Memphrémagog Ferry Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Raphaël Beaudry, médecin-chirurgien, Maurice Vaillancourt, commerçant, et Yves Forest, avocat, tous de la ville de Magog, district de Saint-François, pour les objets suivants:

Entreprendre, exploiter, diriger, maintenir et administrer un service de transport par bateaux, sous le nom de "Memphrémagog Ferry Co. Ltd.", avec un capital de \$25,600, divisé en 128 actions ordinaires de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
 L. DÉSILETS.

**Memphrémagog Ferry Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Raphaël Beaudry, physician-surgeon, Maurice Vaillancourt, merchant, and Yves Forest, advocate, all of the town of Magog, district of Saint-François, for the following purposes:

To undertake, carry on, conduct, maintain and manage a transportation service by boat, under the name of "Memphrémagog Ferry Co. Ltd.", with a capital stock of \$25,600, divided into 128 common shares of \$200 each.

The head office of the company will be at Magog, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
 Deputy Attorney General.

**Mordave Realty Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Hyman Baker, avocat, Ben Bernstein, conseil en loi du Roi, et Marcel Marcus, conseil en loi du Roi, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, échange, location, ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, employer et avoir la jouissance ou autrement négocier et faire valoir, et vendre, louer, échanger, ou autrement transiger et disposer de propriétés immobilières ou intérêt en iceux, et des bâtisses ou autres constructions y érigées et autres biens meubles et immeubles de toutes sortes et descriptions, et les droits dans telles propriétés, sous le nom de "Mordave Realty Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Mordave Realty Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Hyman Baker, advocate, Ben Bernstein, King's Counsel, and Marcel Marcus, King's Counsel, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, by purchase, exchange, lease or any other legal title, and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account and sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interest therein, and buildings or other structures thereon erected and other moveable and immovable property of all kinds and descriptions and rights in such property, under the name of "Mordave Realty Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Attorney Deputy General.

**Normandy Gold Mines Ltd.**

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du six août 1947, constituant en corporation: Roland-Gérard Lefrançois, Paul-Aldéric Ouimet, John Richard Hyde, avocats, Georges-Aimé Pouliot et Roy Fournier, stagiaires, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des exploirations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer et traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Normandy Gold Mines Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Normandy Gold Mines Ltd.**

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of August, 1947, incorporating: Roland-Gérard Lefrançois, Paul-Aldéric Ouimet, John Richard Hyde, advocates, Georges-Aimé Pouliot and Roy Fournier, students-at-law, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever be mined, drilled, bored, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; tender such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Normandy Gold Mines Ltd.", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1, each.

The shareholders of the said company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for the shares of its capital stock.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Palais Olympique — Olympic Palace Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant en corporation: Charles-Christophe Taschereau, avocat, Claire

**Palais Olympique — Olympic Palace Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: Charles Christophe Taschereau, advocate, Claire Poirier and Alice

Poirier et Alice Gagnon, secrétaires, tous de Val d'Or, district d'Abitibi, pour les objets suivants:

Organiser, dans les limites de la ville de Val d'Or, un centre récréatif, et à cette fin, construire et opérer un aréna avec glace artificielle, un stadium, un gymnase, une piscine, un auditorium, une bibliothèque et des allées de quilles, sous le nom de "Palais Olympique—Olympic Palace Inc.", avec un capital de \$400,000, divisé en 80,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Polystructure Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant en corporation: William Morin, C.R., André Verge, avocats, de la cité de Québec, et Françoise Bédard, secrétaire, de Charny, tous du district de Québec pour les objets suivants:

Acquérir, produire, posséder, assembler, employer, acheter, vendre, revendre, échanger, avec ou sans soulte, de l'acier, du fer, de l'aluminium, du plastique ou tout autre métal quelconque ainsi que tous matériaux pouvant être requis directement ou indirectement dans tous les genres de constructions ou de charpentes métalliques ou autres temporaires ou permanentes, sous le nom de "Polystructure Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Prupas & Gauthier Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1947, constituant en corporation: Arthur Levin, Lazarus L. Tinkoff, avocats, et Dorothy Vineberg, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre, trafiquer et faire le commerce de planchers de bois franc, matière à planchers de toute autre sorte et produits de bois, sous le nom de "Prupas & Gauthier Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Quebec Propane Gas Co. Ltd. La Cie de Gaz Propane du Québec, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Gagnon, secretaries, all of Val d'Or, district of Abitibi, for the following purposes:

To organize, within the limits of the town of Val d'Or, a recreational centre, and for such purpose, to build and operate an arena with artificial ice, a stadium, gymnasium, swimming pool, auditorium, library and bowling alleys, under the name of "Palais Olympique—Olympic Palace Inc.", with a capital stock of \$400,000 divided into 80,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Polystructure Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: William Morin, K.C., André Verge, advocates, of the city of Quebec, and Françoise Bédard, secretary, of Charny, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To acquire, produce, own, assemble, use, buy, sell, resell, exchange ("avec ou sans soulte"), steel, iron, aluminium, plastic or any other metal whatsoever and also all materials required directly or indirectly in all types of construction or for metallic or other framework whether temporary or permanent, under the name of "Polystructure Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Prupas & Gauthier Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1947, incorporating: Arthur Levin, Lazarus L. Tinkoff, advocates, and Dorothy Vineberg, secretary, fille majeure, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import and export, buy and sell, trade and deal in the business of hardwood flooring, flooring of all other kinds and wood products, under the name of "Prupas & Gauthier Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Quebec Propane Gas Co. Ltd. La Cie de Gaz Propane du Québec, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1947, constituant en corporation: J.-Emile Maheu, Aurélien Noël, comptables, et Laurent Drouin, avocat, tous des cité et district de Montréal, par les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, emmagasiner, distribuer et faire le commerce généralement des huiles, pétroles, gaz et autres combustibles et de leurs dérivés, y compris le propane, pour fins d'éclairage, de chauffage, de force motrice et toutes autres fins quelconques, sous le nom de "Quebec Propane Gas Co. Ltd. — La Cie de Gaz propane du Québec, Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Quick Flame Gas Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1947, constituant en corporation: Léopold Laliberté, commis, Paul Desruisseaux et Carrier Fortin, avocats, tous de Sherbrooke, district de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire l'acquisition de l'entreprise de Maurice Grenier et Adrien Grégoire faisant ensemble affaire en société commerciale sous le nom de Electric System Service Reg'd, à Magog, Province de Québec;

De faire affaires comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands de gros et de détail et de faire le commerce en général sans restriction des gaz propane et butane, sous toutes les formes qu'ils peuvent être employés, pour fins domestiques, industrielles, commerciales et autres;

De moteurs, appareils, machineries, équipements, installations et de toute chose utilisant l'électricité et/ou les gaz propane et/ou butane, sous le nom de "Quick Flame Gas Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Raoul Jobin Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit août 1947, constituant en corporation: Ubald Désilets, avocat, Marcel Bouré, comptable, et Juliette Turcotte, sténographe, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer en gros et en détail, le commerce et le négoce;

Des vins, boissons, eaux alcooliques, eaux gazeuses, bière de toute nature et leurs dérivés,

inco of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of July, 1947, incorporating: J. Émile Maheu, Aurélien Noël, accountants, and Laurent Drouin, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, store, distribute and deal generally in oil, petroleum, gas and other fuel and the derivatives of same, including propane, for purposes of lighting, heating, motive power and all other purposes, under the name of "Quebec Propane Gas Co. Ltd. — La Cie de Gaz Propane du Québec, Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Quick Flame Gas Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1947, incorporating: Léopold Laliberté, clerk, Paul Desruisseaux and Carrier Fortin, advocates, all of Sherbrooke, district of Saint Francis, for the following purposes:

To acquire the enterprise of Maurice Grenier and Adrien Grégoire carrying on business together in a commercial partnership under the name of "Electric System Service Reg'd", at Magog, Province of Quebec;

To carry on business as manufacturers, importers, exporters, wholesale and retail merchants and to deal generally and without restriction in propane and butane gas, in all forms in which it may be used, for domestic, industrial, commercial and other purposes;

Motors, apparatus, machinery, equipment, installations and any thing using electricity and/or propane gas and/or butane, under the name of "Quick Flame Gas Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Raoul Jobin Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of August, 1947, incorporating: Ubald Désilets, advocate, Marcel Bouré, accountant, and Juliette Turcotte, stenographer, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of and deal in:

Wines, liquor, alcoholic beverages, aerated waters, beer of all kinds and their derivatives,

le tout conformément aux lois de la province de Québec et du Canada;

Les parfums, accessoires de parfumerie, et de toilette;

Généralement de tous les biens, effets, articles et produits composés en tout ou en partie de métal, de cuir et de plastique, de bois et leurs dérivés, sous le nom de "Raoul Jobin Inc. avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à 4.

Le siège social de la compagnie sera à 351, rue Saint-Joseph, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Rubin Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six août 1947, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, avocat, et Gabrielle Martin, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme négociants de la laine, du coton, de la soie et autres matières à tissus, comprenant le commerce de vêtements et hardes, de toute espèce quelconque, sous le nom de "Rubin Textiles Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Sherbrooke Footwear Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatre août 1947, constituant en corporation: André Côté, avocat, Robert Désy, notaire, et Renée Charron, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de la chaussure et de tous les articles en cuir ou de toutes les marchandises pouvant faire l'objet du magasin départemental ou des magasins de mercerie ou des magasins de quincaillerie, sous le nom de "Sherbrooke Footwear Co. Ltd.", avec un capital de \$49,500, divisé en 9,500 actions communes de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 184a, rue du Conseil, cité de Sherbrooke, district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

the whole in conformity with the laws of the Province of Quebec and Canada;

Perfumes, perfume and toilet accessories;

Generally in all goods, wares, articles and products composed in whole or in part of metal, leather, plastic, wood and their derivatives, under the name of "Raoul Jobin Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to 4.

The head office of the company will be at 351 Saint Joseph Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Rubin Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of August, 1947, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Theodore Herzl Shapiro, advocate, and Gabrielle Martin, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To act as dealers in wool, cotton, silk and other fabric substances, including clothing and garments of all kinds whatsoever, under the name of "Rubin Textiles Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Sherbrooke Footwear Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating: André Côté, advocate, Robert Désy, notary, and Renée Charron secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in footwear and all articles made of leather or any merchandise that might form the object of a departmental store, a haberdashery or hardware stores, under the name of "Sherbrooke Footwear Co. Ltd.", with a capital stock of \$49,500, divided into 9,500 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 184a du Conseil Street, city of Sherbrooke, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**St. Donat Express Ltd.  
Transport St-Donat Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six août 1947, constituant en corporation: Roger Brassard, avocat, Annette Turgeon et Marcelle Larose, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire en aucune manière le transport d'effets, articles, marchandises et commodités de toutes sortes et de toute description, et exercer plus particulièrement les opérations qui consistent à faire l'arrimage, le remorquage, le renflouage et le sauvetage dans toutes leurs spécialités respectives, sous le nom de "St. Donat Express Ltd. — Transport St-Donat Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Donat, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Stenotype Institute of Montreal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juillet 1947, constituant en corporation: Conrad Backs, Adonias Blais, instituteurs, et Robert Gauthier, imprimeur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, établir, organiser et diriger dans la cité de Montréal et dans la province de Québec, une école au collège commercial où des étudiants pourront obtenir une éducation commerciale et générale, sous le nom de "Stenotype Institute of Montreal Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**S. & G. Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1947, constituant en corporation: Sam Greenberg, Joseph Zeiler et Morty Greenberg, marchands, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir comme entreprise en exploitation, l'actif de "S. & G. Products Reg'd.":

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants et distributeurs de tous produits alimentaires, tissus textiles, articles en cuir, argenterie, accessoires de ménage et meubles, sous le nom de "S. & G. Products Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**St. Donat Express Ltd.  
Transport St-Donat Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of August 1947, incorporating: Roger Brassard, advocate, Annette Turgeon and Marcelle Larose, secretaries, spinsters in use of their rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To engage in any manner of transportation of goods, wares, merchandise and commodities of all kinds and descriptions, and in particular carry on the business of stowing, towing, refloating and salvaging in all their respective lines, under the name of "St. Donat Express Ltd. — Transport St-Donat Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Donat, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Stenotype Institute of Montreal Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1947, incorporating: Conrad Backs, Adonias Blais, teachers, and Robert Gauthier, printer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To found, establish, organize and conduct in the city of Montreal and in the Province of Quebec, a school or commercial college where students may obtain a commercial and general education, under the name of "Stenotype Institute of Montreal Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**S. & G. Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1947, incorporating: Sam Greenberg, Joseph Zeiler and Morty Greenberg, merchants of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase the assets of S. & G. Products Reg'd., as a going concern;

To carry on the business of manufacturers, dealers and distributors of all food products, textile materials, leather goods, silverware, household furnishing and furniture, under the name of "S. & G. Products Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**The Tiger Flying Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1947, constituant en corporation sans capital actions: Francis William Clarke, ingénieur d'avions, de la cité d'Outremont, Lucien Cyr, mécanicien d'avions, Frederick Norton Russell Fenn, contremaître, tous deux de la cité de Montréal, et Walter Hammond, contremaître, de la cité de Saint-Lambert, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Étudier et favoriser la science de l'aéronautique et se livrer à toutes activités utiles à ces fins, sous le nom de "The Tiger Flying Club Inc."

Les pouvoirs accordés n'autorisent le jeu d'aucune sorte quelconque, soit jeux de hasard ou jeux mixtes de hasard et d'habileté; et ils n'autorisent pas la corporation à détenir un permis de club de la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
20104 L. DÉSILETS.

**The Tiger Flying Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1947, incorporating without share capital: Francis William Clarke, aircraft engineer, of the city of Outremont, Lucien Cyr, aircraft mechanic, Frederick Norton Russell Fenn, foreman, both of the city of Montreal, and Walter Hammond, foreman, of the city of Saint Lambert, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To study and promote the science of aeronautics and to engage in any activities useful for such purposes; under the name of "The Tiger Flying Club Inc."

Powers granted do not permit gambling games of any kind whatsoever, whether games of chance, or games of chance and skill mixed; and do not permit the Corporation to hold any Club license from the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
20104-o Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires****Gagnon Air Service Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du douze août 1947, changeant le nom de la compagnie "Péribonka Air Service Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 janvier 1947, en celui de "Gagnon Air Service Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Houde, Laroche & Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 août 1947, changeant le nom de la compagnie "Houde & LaRoche Cie Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 octobre 1943, en celui de "Houde, Laroche & Cie Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 14 août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Kensington Industries Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treize août 1947, à la compagnie

**Supplementary Letters Patent****Gagnon Air Service Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec changing the name of the company "Peribonka Air Service Limited", incorporated by letters patent dated January 27th, 1947, into that of: "Gagnon Air Service Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Houde, Laroche & Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Houde & Laroche Cie Limitée", incorporated by letters patent dated October 9, 1943, into that of "Houde, Laroche & Cie Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Kensington Industries Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company

"Kensington Dairies Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en date du dix-sept avril 1943, ratifiant: 1° son règlement no-26, changeant son nom corporatif en celui de "Kensington Industries Limited"; 2° son règlement n° 27, amendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS,

**La Corporation de Téléphone de Québec  
Quebec Telephone Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 août 1947, à la compagnie "Quebec Telephone & Power Corporation"—"La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juin 1927, sous le nom de "Quebec Telephone & Public Service Securities Corporation" (La Corporation de Téléphone et de Valeurs d'Utilités Publiques de Québec), et par lettres patentes supplémentaires en date du 9 novembre 1927, changeant ce dernier nom en celui de "Quebec Telephone & Power Corporation"—"La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec", et par de nouvelles patentes supplémentaires en date du 1er décembre 1928, ratifiant une résolution a) changeant de nouveau son nom en celui de "La Corporation de Téléphone de Québec"—"Quebec Telephone Corporation"; b) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 août 1947.

20205-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

"Kensington Dairies Limited", incorporated by letters patent dated April 17th, 1943, ratifying: 1° its By-Law No. 26 changing its corporate name into that of "Kensington Industries Limited"; 2° its By-Law No. 27 amending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of August, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**La Corporation de Téléphone de Québec  
Quebec Telephone Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Quebec Telephone & Power Corporation"—"La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec", incorporated by letters patent dated June 7, 1927, under the name of "Quebec Telephone & Public Service Securities Corporation" (La Corporation de Téléphone et de Valeurs d'Utilités Publiques de Québec), and by supplementary letters patent dated November 9, 1927, changing this last name into that of "Quebec Telephone & Power Corporation"—"La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec", and by new supplementary letters patent dated December 1, 1928, ratifying a resolution a) again changing its name into that of "La Corporation de Téléphone de Québec"—"Quebec Telephone Corporation"; b) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1947.

20105 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Avis divers**

Canada, province de Québec, comté de Roberval

**MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE MISTASSINI**

Avis est par le présent donné que la Corporation du Village de Mistassini dont la population actuelle, telle que constaté par le recensement du 5 mars 1947, ordonné par une résolution du conseil de la dite Municipalité adoptée le 1er mars 1947, est de 2,167 âmes, et pour faire suite à une résolution adoptée par cette municipalité à une séance du 6 juillet 1947, présentera une requête au Lieutenant Gouverneur-en-Conseil pour l'obtention de lettres patentes érigeant ladite Municipalité de Village en municipalité ville sous l'empire de la loi générale des cités et villes.

Le territoire de la nouvelle municipalité de ville sera le même que celui de l'ancienne municipalité de village, ledit territoire se désignant comme suit:

Le village de Mistassini est situé dans les comté et district de Roberval, et comprend une partie du dixième rang du cadastre officiel du canton de Dolbeau.

Le village actuel est borné comme suit: savoir: Vers le Nord-est, à la ligne séparative des lots 12 et 13 du dixième rang du canton de Dolbeau; au Sud-est, par la ligne séparative des lots 8 et 9 du dixième rang du canton de Dolbeau; au Sud-Ouest par la rivière Mistassini et au Nord-Ouest et au Nord par la rivière Mistassini.

**Miscellaneous Notices**

Canada, province of Quebec, county of Roberval

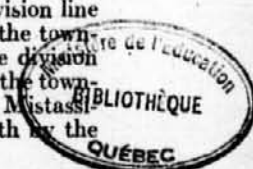
**MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF MISTASSINI**

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Mistassini, the actual population of which, according to the census of March 5, 1946, as ordered by a resolution of council of said municipality, adopted March 1st, 1947, is 2,167 souls, and following a resolution adopted by the said municipality at a meeting held July 6, 1947, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for letters patent erecting the said village municipality into a town municipality under authority of the cities and towns general Act.

The territory of the new town municipality to be the same as that of the former village municipality; the said territory being described as follows:

The village of Mistassini is situate in the county and district of Roberval, and comprises a part of the tenth range of the official cadastre for the township Dolbeau.

The present village is bounded as follows to wit: Towards the northeast, by the division line of lots 12 and 13 of the tenth range of the township Dolbeau; on the southeast, by the division line of lots 8 and 9 of the tenth range of the township Dolbeau; on the southwest, by the Mistassini river and on the northwest and north by the Mistassini river.



Le territoire inclus dans les limites actuelles du village de Mistassini, comprend: les lots Nos 5A, 5B, 6, 7, 8 et une partie du lot 12; cette partie du lot 12 étant bornée du côté sud-est par le prolongement vers le Nord-est de la ligne divisant les lots Nos 8 et 9 jusqu'à la ligne du lot 13 du même rang. Tous ces lots ci-dessus mentionnés et partie de lot faisant partie du dixième rang du cadastre officiel du canton de Dolbeau.

Incluant les rues, les ruelles, les avenues, boulevards et autres chemins publics.

La nouvelle municipalité sera désignée sous le nom de "Ville de Mistassini"

Donné au village de Mistassini, ce 14ième jour d'août 1947.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation  
du village de Mistassini,  
20019-34-4-0 EUCHARISTE TREMBLAY.

The territory included in the actual limits of the village of Mistassini, comprises: lots Nos. 5A, 5B, 6, 7, 8 and a part of lot 12; said part of lot 12 being bounded on the southeast side by the prolongation northeastward of the line dividing lots Nos. 8 and 9 up to the line of lot 13 of the same range.

All the lots above mentioned and part of the lot forming part of the tenth range are of the official cadastre for the township Dolbeau.

Including the streets, lanes, avenues, boulevards and other public roads.

The new municipality to be known as "Town of Mistassini".

Given at the village of Mistassini, this 14th day of August, 1947.

EUCHARISTE TREMBLAY,  
Secretary-Treasurer of the Corporation of the  
20019-34-4 Village of Mistassini.

### AVIS

Avis est par les présentes donné en vertu de l'article 8 de la Loi du Régime des Eaux Courantes que "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario", dont le bureau principal est dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, a l'intention de faire application pour obtenir l'autorisation de faire construire des travaux pour la production de l'énergie électrique qui comprennent essentiellement un barrage principal, des travaux d'art, station génératrice, chenal de décharge, barrage de contrôle, barrage auxiliaire, chenal déversoir, barrage latéral et descente de bûches, sur le cours d'eau connu sous le nom de Rivière Ottawa, en partie dans la province d'Ontario et en partie dans la province de Québec; la partie desdits travaux dans la province de Québec sera située sur des parties de la moitié nord des lots 23, 24 et 25, rang II, lesquelles parties sont maintenant désignées au plan et livre de Renvoi officiels pour ledit canton d'Aberdeen comme étant le Bloc "C"; sur des parties des quarts nord des lots 37, 38, 39 et 40, rang III, sur des parties des quarts nord et sud du lot 41, rang III, lesquelles parties sont maintenant connues et désignées audits plan et livre de Renvoi officiels comme étant le Bloc "E" et le Bloc "G"; sur des parties des quarts sud des lots 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 43, rang IV, lesquelles dites parties sont maintenant désignées comme étant les lots numéros 37A, 38A, 39A, 40A, 41A, 42A et 43A dans le quatrième rang au plan et livre de Renvoi officiels pour ledit canton d'Aberdeen; sur les parties nord et sud de la partie non arpentée du canton d'Aberdeen qui se trouvent à l'est des limites est du lot 41, rang III, laquelle partie est maintenant désignée comme étant le Bloc "K" audit Plan officiel; et sur des parties de la réserve de la Couronne, toutes dans le canton d'Aberdeen, dans le comté de Pontiac, lesdites parties étant maintenant connues et désignées au plan officiel pour ledit canton comme étant le Bloc "H"; et sur des terrains couverts par les eaux de ladite rivière devant des parties desdits lots 42 et 43 rang IV et des parties de ladite réserve de la Couronne, lesquelles parties sont maintenant désignées audit plan officiel comme étant le Bloc "J".

Avis est donné qu'une requête à cet effet a été envoyée au Ministre des Ressources Hydrauliques, accompagnée de plans et devis démontrant l'emplacement choisi pour cette construction et les terrains qui seront affectés par le refoulement de l'eau, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé aux bureaux des divisions d'enregis-

### NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that the "Hydro-Electric Power Commission of Ontario", having its head office at the city of Toronto, in the province of Ontario, intends to apply for authorization to have constructed works for the production of electrical energy, consisting essentially of a main dam, headworks, power house, tailrace channel, control dam, auxiliary dam, diversion channel, block or side dam and log chute, on the watercourse known as the Ottawa River, partly in the province of Ontario and partly in the province of Quebec, the portion of the said works in the province of Quebec to be on parts of the north halves of lots Nos 23, 24 and 25, range II, which parts are now known on the Official Cadastral Plan and Book of Reference for the said Township of Aberdeen as Block "C"; on parts of the north quarters of lots Nos. 37, 38, 39 and 40, Range III, on parts of the north and south quarters of lot No. 41, Range III, which parts are now known and designated on said Official Cadastral Plan as Block "E" and Block "G"; on parts of the south quarters of lots Nos. 37, 38, 39, 40, 41, 42 and 43, Range IV, which said parts are now known as lots Nos 37-A, 38-A, 39-A, 40-A, 41-A, 42-A, 43-A, in the fourth Range, on the Official Cadastral Plan and Book of Reference for the said Township of Aberdeen; on the northerly and southerly parts of the un-surveyed part of the Township of Aberdeen lying easterly from the East limits of lot No. 41, Range III, which part is now known as Block "K" on the said Official Cadastral Plan; and on parts of the Government Reserve, all in the Township of Aberdeen, in the county of Pontiac, said parts being now known and designated on the Official Cadastral Plan for said Township as Block "H"; and on lands covered by the waters of the said river in front of parts of the said lots Nos. 42 and 43, Range IV, and parts of the said Government Reserve, which latter part is now known on the said Official Cadastral Plan as Block "J".

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such works showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, have been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources and that duplicates of such plans and

tremement de Pontiac à Campbell's Bay, Québec et de Témiscamingue à Ville-Marie, Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le jour même ou le lendemain de la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Daté à Toronto, Ontario, ce 20e jour de août, 1947.

THE HYDRO-ELECTRIC POWER COMMISSION OF ONTARIO  
Le Secrétaire,  
OSBORNE MITCHELL.

20068-35-4-o

specifications have been deposited at the Registry Offices of the Registration Divisions of Pontiac and Temiscamingue at Campbell's Bay and Ville-Marie, Quebec, respectively.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Toronto, Ontario, this 20th day of August, 1947.

THE HYDRO-ELECTRIC POWER COMMISSION OF ONTARIO  
OSBORNE MITCHELL,  
Secretary.

20068-35-4-o

GAGNON & FRÈRE, "MEUBLES" LIMITÉE

Règlement N° 32

Il est proposé et résolu à l'unanimité d'adopter le règlement N° 32 changeant l'adresse de la place d'affaires.

Le siège social de la Compagnie qui était à Chicoutimi sera situé dorénavant au numéro 8 Beaubien Est, Montréal.

Certifiée vraie copie.

(Scellé)

20106-o

Le Secrétaire,  
J. C. PILON.

GAGNON & FRÈRE, "MEUBLES" LIMITÉE

By-Law No. 32

It was moved and unanimously resolved to adopt By-law No. 32 changing the address of the head office.

The principal place of business of the company which was at Chicoutimi to be henceforth at No. 8 Beaubien Street East, Montreal.

Certified true copy

(Seal)

20106

J. C. PILON,  
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac des Aigles" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 août 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé au Lac-des-Aigles, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

20107-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac des Aigles", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 18, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lac-des-Aigles, county of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20107

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une confédération de fédérations de syndicats professionnels, sous le nom de "L'Union Catholique des Cultivateurs", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 août 1947.

Le siège social de la confédération précitée est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

20108-o

NOTICE.

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a confederation of federations of professional syndicates, under the name of "L'Union Catholique des Cultivateurs", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on August 22, 1947.

The principal place of business of the said confederation is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20108

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 29 août 1947, autorisé le "Syndicat National Catholique de l'Amiante d'Asbestos" à changer son nom en celui de "Syndicat National de l'Amiante d'Asbestos Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941,

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on August 29, 1947, authorized the "Syndicat National Catholique de l'Amiante d'Asbestos" to change its name to that of "Syndicat National de l'Amiante d'Asbestos Inc.", and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional

chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 septembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
20131-0 JEAN BRUCHÉSI.

AUSABLE SECURITIES COMPANY

*Règlement XXI*

Règlement pour changer le siège social de la compagnie

Attendu qu'il est opportun de changer le siège social de la compagnie de la cité de Grand'Mère, en la province de Québec, à la cité de Montréal, en la province de Québec.

En conséquence, qu'il soit maintenant décrété comme suit:

Que le siège social de "Ausable Securities Company" soit et il est par les présentes changé, de la cité de Grand'Mère, en la province de Québec, à la cité de Montréal en la province de Québec.

Je certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie du Règlement XXI des règlements de la susdite compagnie, décrété par les directeurs à une assemblée tenue à Montréal le 12 août 1947, et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue pour cette fin, à Montréal, le 19e jour d'août 1947, à laquelle tous les actionnaires présents en personne et par procuration, représentant plus de 99% des actions émises de la compagnie, ont voté en faveur dudit règlement. Je certifie de plus que les suivants sont les directeurs et officiers de la compagnie:

ROSS CLARKSON Directeur et Président  
J. F. WILKES Directeur et Vice-président  
R. R. WHITE Directeur et Secrétaire-trésorier

Daté à Montréal, ce 20e jour d'août 1947.

(Seau) Le Secrétaire-trésorier,  
20122 R. R. WHITE.

LES ATELIERS DE LA CONSTRUCTION  
SHERBROOKE LTÉE  
SHERBROOKE CONSTRUCTION SHOPS LTD.

*Règlement N° 27*

Règlement diminuant le nombre des Directeurs de la Compagnie

Attendu que les Lettres Patentes incorporant la Compagnie fixent à sept le nombre de ses directeurs provisoires, et que ce nombre constitue jusqu'à amendement le nombre des Directeurs à élire pour la conduite des affaires de la compagnie;

Attendu qu'il est nécessaire de réduire et diminuer le nombre des Directeurs de la Compagnie de sept à trois;

À ces causes, la Compagnie "Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée, Sherbrooke Construction Shops Ltd.", par ses Directeurs, édicte ce qui suit:

Que le nombre des Directeurs de la Compagnie soit et il est par les présentes diminué de sept à trois.

Adopté et passé par les Directeurs le 11ème jour d'août 1947.

Le Président,  
(Signé) JULES FREDETTE,  
Le Secrétaire,  
20124-0 (Signé) DOLLARD CHICOINE.

Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Dated at the office of the Provincial Secretary, September 3, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
20131 Under Secretary of the Province.

AUSABLE SECURITIES COMPANY

*By-law XXI*

A By-Law to change the chief place of business of the Company

Whereas it is expedient to change the chief place of business of the Company from the city of Grand'Mère, in the Province of Quebec, to the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Now therefore be it enacted as follows:

That the chief place of business of Ausable Securities Company be and the same is hereby changed from the city of Grand'Mère, in the Province of Quebec, to the city of Montreal, in the Province of Quebec.

I hereby certify that the foregoing is a true copy of By-Law XXI of the abovenamed Company's By-Laws enacted by the Directors at a Meeting held in Montreal on the 12th August, 1947, and approved by the Shareholders at a Special General Meeting held for that purpose in Montreal on the 19th day of August, 1947, at which all the Shareholders present in person and by proxy, representing in excess of 99% of the issued shares of the Company, voted in favour of the said By-Law. I also further certify that the following are the Directors and Officers of the Company:

ROSS CLARKSON Director and President  
J. F. WILKES Director and Vice-President  
R. R. WHITE Director and Secretary-Treasurer.

Dated at Montreal, this 20th day of August, 1947.

(Seal) R. R. WHITE,  
20122-0 Secretary-Treasurer.

LES ATELIERS DE LA CONSTRUCTION  
SHERBROOKE LTÉE  
SHERBROOKE CONSTRUCTION SHOPS LTD.

*By-law No. 27*

A by-law reducing the number of directors of the company

Whereas the letters patent incorporating the company fix the number of provisory directors at seven, and that this number constitutes, until amended, the number of directors to be elected for the management of the affairs of the company;

Whereas it is necessary to reduce and decrease the number of directors of the company from seven to three;

Therefore, the company "Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée — Sherbrooke Construction Shops Ltd.", by its directors, enact as follows:

That the number of directors of the company be and it is hereby decreased from seven to three.

Adopted and passed by the directors on the 11th day of August, 1947.

(Signed) JULES FREDETTE,  
President.  
(Signed) DOLLARD CHICOINE,  
20124 Secretary.

GRAND'MERE SECURITIES COMPANY

Règlement XXII

Règlement pour changer le siège social de la compagnie

Attendu qu'il est opportun de changer le siège social de la compagnie de la cité de Grand'Mère, en la province de Québec, à la cité de Montréal, en la province de Québec.

En conséquence, qu'il soit maintenant décrété comme suit:

Que le siège social de "Grand'Mère Securities Company" soit et il est par les présentes changé, de la cité de Grand'Mère, en la province de Québec, à la cité de Montréal en la province de Québec.

Je certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie du Règlement XXII des règlements de la susdite compagnie, décrété par les directeurs à une assemblée tenue à Montréal le 12 août 1947, et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue pour cette fin, à Montréal, le 19e jour d'août 1947, à laquelle tous les actionnaires présents en personne et par procuration, représentant plus de 99% des actions émises de la compagnie, ont voté en faveur dudit règlement. Je certifie de plus que les suivants sont les directeurs et officiers de la compagnie:

ROSS CLARKSON Directeur et Président  
J. F. WILKES Directeur et Vice-président  
R. R. WHITE Directeur et Secrétaire-trésorier.

Daté à Montréal, ce 20e jour d'août 1947.

(Sceau)  
20123

Le Secrétaire-trésorier,  
R. R. WHITE.

GRAND'MERE SECURITIES COMPANY

By-law XXII

A By-Law to change the chief place of business of the Company

Whereas it is expedient to change the chief place of business of the Company from the city of Grand'Mere, in the Province of Quebec, to the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Now therefore be it enacted as follows:

That the chief place of business of Grand'Mere Securities Company be and the same is hereby changed from the city of Grand'Mere, in the Province of Quebec, to the city of Montreal, in the Province of Quebec.

I hereby certify that the foregoing is a true copy of By-Law XXII of the abovenamed Company's By-Laws enacted by the Directors at a Meeting held in Montreal on the 12th August, 1947, and approved by the Shareholders at a Special General Meeting held for that purpose in Montreal on the 19th day of August, 1947, at which all the Shareholders present in person and by proxy, representing in excess of 99% of the issued shares of the Company, voted in favour of the said By-Law. I also further certify that the following are the Directors and Officers of the Company:

ROSS CLARKSON Director and President  
J. F. WILKES Director and Vice-President  
R. R. WHITE Director and Secretary-Treasurer.

Dated at Montreal, this 20th day of August, 1947.

(Seal)  
20123-o

R. R. WHITE,  
Secretary-Treasurer.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1409

Québec, le 27 août 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux épiciers-bouchers dans la cité de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux épiciers-bouchers de la cité de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 18 avril 1946, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE la dite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 12 juillet 1947;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1409

Quebec, August 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the grocers and butchers in the city of Joliette.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the grocers and butchers of the city of Joliette, rendered obligatory by the decree number 1336 of April 18, 1946, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of July 12, 1947;

WHEREAS no objection has been made to its approval;

IT IS ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 1336, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "f" de l'article III est remplacé par le suivant:

"f) Cependant le travail peut être prolongé:

1. Les deux (2) jours précédant immédiatement la fête de Noël et les deux (2) jours précédant immédiatement le Premier de l'An — le dimanche n'étant pas compris dans ces deux jours — jusqu'à 10.00 p.m.;

2. De plus, les deux jours qui précèdent immédiatement ces deux (2) jours d'ouverture avant Noël et le Premier de l'An, les employeurs ont le droit de requérir les services de leurs salariés entre 7.00 p.m. et 9.00 p.m. dans le but unique de préparer le travail pour les jours suivants, toutes portes closes aux clients;

3. L'avant-veille de chaque fête chômée mentionnée aux alinéas 1 et 2 du paragraphe "h" du présent article, jusqu'à 10.00 p.m.;

4. L'employeur peut exiger de ses salariés six (6) heures de travail supplémentaire dans une semaine sans rémunération additionnelle quand il y a eu, dans cette semaine, une fête chômée. Les trois (3) heures de travail supplémentaire qui auraient été faites l'avant-veille de la fête, tel que mentionné à l'alinéa 3 du présent paragraphe, comptent cependant dans ce calcul, et les trois (3) heures qui restent alors à faire ne peuvent être exigées qu'aux seules fins de préparer le travail pour les jours suivants, toutes portes closes aux clients."

2° Le paragraphe "i" suivant est ajouté à l'article III:

"i) Aucune retenue ou déduction ne doit être faite sur le salaire des salariés pour tout jour de fête chômée mentionné au paragraphe "h" du présent article."

3° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. Salaires minima: Les taux de salaires ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

	<i>par semaine</i>
1. 1er commis-boucher en charge de la boucherie (dont l'employeur n'est pas lui-même boucher) .....	\$37.50
2. 1er commis-boucher sous la juridiction d'un employeur boucher .....	30.00
3. Commis-boucher:	
Classe B (25%) .....	26.00
Classe A (75%) .....	28.00
4. Apprenti-boucher ayant 16 ans révolus:	
1er semestre .....	14.25
2ème semestre .....	18.50
Après 2 ans .....	20.00
Après 3 ans .....	22.00
Après 4 ans .....	25.00
Après 5 ans (tel qu'indiqué à l'alinéa 3 du présent paragraphe).	

	<i>par semaine</i>
1. 1er commis-épicer en charge de l'épicerie (dont l'employeur ne travaille pas habituellement comme épicer) ..	\$35.00
2. 1er commis-épicer sous la juridiction d'un employeur qui travaille habituellement comme épicer .....	27.00
3. Commis-épicer et commis:	
Classe B (25%) .....	20.00
Classe A (75%) .....	22.00
4. Apprenti commis-épicer et apprenti commis ayant 16 ans révolus:	
1er semestre .....	14.25
2ème semestre:	
Classe B (25%) .....	16.00

THAT the said decree, number 1336, be amended as follows:

1° Subsection "f" of section III is replaced by the following:

"f) However, there may be an extension of the duration of work:

1. On the two (2) days before Christmas and the two (2) days before New Years' Day — Sunday not being included in these two days — until 10.00 p.m.;

2. Moreover, on the two days preceding the above mentioned two (2) late-closing days before Christmas and New Year's Day, the employers may require the services of their employees between 7.00 p.m. and 9.00 p.m. for the sole purpose of preparing the work for the following days, all doors being closed to the customers;

3. On the second day before each day kept as a holiday, as mentioned in paragraphs 1 and 2 of subsection "h" of the present section, until 10.00 p.m.;

4. The employer may require from his employees six (6) overtime hours of work in one week without additional remuneration when there has been a day kept as a holiday during that week. The three (3) overtime hours which would have been worked the second day before the holiday, as mentioned in paragraph 3 hereof must be considered and the three (3) remaining hours may only be required for preparing the work for the following days, all doors being closed to the customers."

2. The following subsection "i" is added to section III:

"i) No check off or deduction may be made on the wages of the employees because of any day kept as a holiday, as mentioned in subsection "h" of the present section."

3. Section IV is replaced by the following:

"IV. Minimum wages: The minimum rates shall not be less than those hereafter mentioned:

	<i>per week</i>
1. 1st butcher-clerk in charge of the butcher-shop (when the employer himself is not a butcher) .....	\$37.50
2. 1st butcher-clerk under the jurisdiction of a butcher-employer .....	30.00
3. Butcher-clerk:	
Class "B" (25%) .....	26.00
Class "A" (75%) .....	28.00
4. Apprentice-butcher, at least 16 years old:	
1st 6 months .....	14.25
2nd 6 months .....	18.50
After 2 years .....	20.00
After 3 years .....	22.00
After 4 years .....	25.00
After 5 years (as indicated in paragraph 3 of the present subsection).	

	<i>per week</i>
1. 1st grocer-clerk in charge of the grocery (when the employer does not work regularly as grocer) .....	35.00
2. 1st grocer-clerk under the jurisdiction of an employer who works regularly as grocer .....	27.00
3. Grocer-clerk and clerk:	
Class "B" (25%) .....	20.00
Class "A" (75%) .....	22.00
4. Apprentice grocer-clerk and apprentice clerk, at least 16 years old:	
1st 6 months .....	14.25
2nd 6 months:	
Class "B" (25%) .....	16.00

Classe A (75%) ..... 18.00  
 Après 2 ans ..... 18.50  
 Après 3 ans (tel qu'indiqué à l'alinéa 3 du présent paragraphe).

c) Pour tout travail en plus des heures permises par l'article III ci-dessus, le salarié doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier; ce taux horaire devant être calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

d) *par semaine*  
 Les livreurs doivent recevoir les salaires suivants:

- 1. Livreur sur camion ..... \$22.00
- 2. Livreur sur voiture à traction animale. .... 12.00

Si le livreur prend soin du cheval. 15.00

- 3. Livreur sur bicyclette ..... 10.00

Si le livreur fournit sa bicyclette. 12.00"

4° Les mots suivants sont ajoutés à la fin de l'article VII: "à l'exception du poisson".

5° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XI:

"De plus, tout salarié qui n'a pas terminé une année de services a droit à une demi-journée de congé payé par mois de services."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20114-p Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1409

Québec, le 27 août 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 639 du 21 février 1946 et amendements, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 2 janvier 1948.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20116-b Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1409

Québec, le 27 août 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés du service des incendies de la cité de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 638 du 21 février 1946 relatif aux employés du service des incendies de la cité de Québec, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20115-o Greffier du Conseil Exécutif.

Class "A" (75%) ..... 18.00  
 After 2 years ..... 18.50  
 After 3 years (as indicated in paragraph 3 of the present subsection).

c) For all work performed in excess of the hours permitted in above section III the employee shall be remunerated at the rate of time and one half based on the regular rate of pay, such hourly rate to be computed at the *pro rata* of the weekly wages.

d) *per week*  
 Delivery men shall receive the following wages:

- 1. Delivery man on truck ..... 22.00
- 2. Delivery man on horse-drawn vehicles ..... 12.00

When delivery man is also committed to the care of the horse ..... 15.00

- 3. Deliverer on bicycle ..... 10.00

When deliverer furnishes the bicycle 12.00"

4. The following words are added after the words "or other merchandise" mentioned in section VII: "excepting fish".

5. The following paragraph is added to section XI:

"Moreover, every employee with less than one year of service is entitled to one half-day off with pay per month of service."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20114-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1409

Quebec, August 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the furniture industry in the Province of Québec.

IT IS ENACTED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 639 of February 21, 1946, and amendments, relating to the furniture industry in the Province of Québec, be extended until January 2, 1948.

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20116-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1409

Quebec, August 27, 1947

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the Fire Department employees of the city of Québec.

IT IS ENACTED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 638 of February 21, 1946, relating to the Fire Department employees of the city of Québec, be repealed and annulled for all purposes of the law.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20115-o Clerk of the Executive Council.

**Charte — Abandon de**LES INDUSTRIES DU CUIR DE LA  
RIVE SUD INC.*Avis d'abandon de charte*

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc." donne par les présentes avis qu'elle va demander au Lieutenant-gouverneur en conseil la permission d'abandonner sa charte à compter de la date à être fixée par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Québec, ce 3 septembre 1947.

20133-o

La Secrétaire,  
GISÈLE GIRARD.**Charter — Surrender of**LES INDUSTRIES DU CUIR DE LA  
RIVE SUD INC.*Noticed of surrender of charter*

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc." hereby gives public notice that it will make application to His Honor the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter, on and from a day to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Quebec this 3rd day of September 1947.

20133-o

GISÈLE GIRARD,  
Secretary.**Compagnie autorisée à faire  
des affaires**

Avis est par les présentes donné que "William M. Mercer Limited" a été autorisé à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec et sujets aux mêmes formalités, telles que prescrites par les lois actuelles de cette Province.

L'agent principal de la corporation dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Robert S. Whyte, des cité et district de Montréal.

Le siège social de la corporation en cette Province est établi à 2070 rue Metcalfe, dite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27e jour d'août 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
20128 JEAN BRUCHÉSI.**Companie Licensed to do  
Business**

Notice is hereby given that "William M. Mercer Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Corporation in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Robert S. Whyte of the city and district of Montreal.

The principal office of the Corporation in this Province is established at 2070 Metcalfe Street, said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
20128-o Under Secretary of the Province.**Département de l'Instruction publique**

N° 342-46

Québec, le 3 septembre 1947.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Notre-Dame de Portneuf en celui de "La Municipalité Scolaire Catholique de Portneuf Station".

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
20130-36-2-o J.-P. LABARRE.**Department of Education**

No. 342-46

Quebec, September 3, 1947.

Application is made to change the name of the school municipality of Notre-Dame de Portneuf, to that of "The Catholic School Municipality of Portneuf Station".

J.-P. LABARRE,  
20130-36-2 Superintendent of Education.**Département des Terres et Forêts****AVIS**

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Portneuf, division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que les lots 99, 100, 101 et 102 sont annulés et les lots 660, 661

**Department of Lands and Forests****NOTICE**

Official Cadastre of the parish of Notre-Dame de Portneuf, Registration Division of Portneuf.

Notice is hereby given that lots 99, 100, 101 and 102 are cancelled and lots 660, 661 and 662

et 662 sont ajoutés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 août 1947.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

20125-o

are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 9th, 1947.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

20125-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin (maintenant village de L'Abord-à-Plouffe), division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 144-10 à 144-15, 144-23 à 144-40, 144-42 à 144-62, 144-70 à 144-75, 158-156 à 158-161, 158-169 à 158-186 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 août 1947.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

20134-o

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Saint-Martin (now part of the village of L'Abord-à-Plouffe), Registration Division of Laval.

Notice is hereby given that lots 144-10 to 144-15, 144-23 to 144-40, 144-42 to 144-62, 144-70 to 144-75, 158-156 to 158-161, 158-169 to 158-186 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 22nd, 1947.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

20134-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, établi en exécution du décret numéro 1259 du 7 août 1947, et dont le siège social est situé dans la cité de Salaberry de Valleyfield, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1408 du 27 août 1947 (section "A").

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the "Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield", formed under decree number 1259 of August 7, 1947 and whose corporate seat is in the city of Salaberry-de-Valleyfield, have been approved by Order-in-Council number 1408 of August 27 1947 (part "A").

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 6 septembre 1947. 20119-o

Department of Labour,  
Quebec, September 6, 1947. 20119-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par Lucien Brais, 3968 rue Wellington, Verdun, Qué., à l'effet d'être accepté comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'île de Montréal, et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 3723, du 6 octobre 1944, et amendements.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by Lucien Brais, 3968, Wellington, Verdun, Que., for the purpose of being, accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to fur workers, wholesale trade, in the Island of Montreal, and a radius of fifty (50) miles from its limits, rendered obligatory by decree number 3723, of October 6, 1944, and amendments.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'Honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to set forth against the said request.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 6 septembre 1947, 20136-o

Department of Labour,  
Quebec, September 6, 1947. 20136-o

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, établi en exécution du décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1408, du 27 août 1947, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1947 au 10 septembre 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionnée:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixés et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires établis: minimum de \$0.85 de l'heure.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit Comité à tous les mois, avec ses cotisations:

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le sixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

## 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1947, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1947 et le 10 septembre 1948.

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No. 1764, of September 2, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1408 of August 27, 1947, part "C", in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

## 1. Assessments

The period of levy shall extend from September 10, 1947, to September 10, 1948, and apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages fixed: minimum of \$0.85 per hour.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages and of their percentages.

## 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money collected for the period concerned.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee, and transmit it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree, the sums owed to the Parity Committee and mail them to the said committee together with his own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the sixth day following the date of expiration of the period for which it is required.

All reports shall be signed before they be sent to the Parity Committee. The said committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

## 3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: December 31, 1947, March 31, June 30 and September 30, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10, 1947, and September 10, 1948.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA  
CONSTRUCTION DE SOREL

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING  
INDUSTRY OF SOREL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1947 et le 10 septembre 1948.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1947, and September 10, 1948.

*Recettes:*

Cotisations des employeurs professionnels .....	\$1,100.00
Cotisations des salariés .....	1,100.00
Honoraires d'examens .....	160.00
	<hr/>
	\$2,360.00

*Receipts:*

Professional employers' assessments .....	\$1,100.00
Employees' assessments .....	1,100.00
Examination fees .....	160.00
	<hr/>
	\$2,360.00

*Dépenses:*

Salaire du secrétaire-gérant et inspecteur .....	\$1,820.00
Frais légaux .....	145.00
Vérification .....	20.00
Papeteries, timbres, etc. ....	100.00
Téléphone .....	90.00
Divers .....	185.00
	<hr/>
	\$2,360.00

*Expenses:*

Salaries: Secretary-manager and inspector .....	\$1,820.00
Legal charges .....	145.00
Audition .....	20.00
Stationery, stamps, etc. ....	100.00
Telephone .....	90.00
Miscellaneous .....	185.00
	<hr/>
	\$2,360.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 septembre 1947. 20118-o

Department of Labour,  
Quebec, September 6, 1947. 2011-8o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chap. 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3003, du 31 juillet 1946, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shoe industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3003 of July 31, 1946, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1° L'article 8 du décret sera biffé et remplacé par le suivant:

1. Section 8 of the decree will be stricken off and replaced by the following:

"Art. 8. Salaire des salariés des départements du patronage, taillage, cuir à semelles, montage, fonçage, finissage:

"Section 8. Minimum wages of employees the the pattern making, cutting, sole leather, lasting, making and finishing departments:

a) *Employés à l'heure:*

a) *Employees paid by the hour:*

*Classe — Class*

	ZONES		
	I	II	III
1 .....	\$0.90	\$0.855	\$0.79
Apprenti - 1ères 1,200 hrs — Apprentice - 1st 1,200 hrs .....	0.625	0.595	0.545
Apprenti - 2ièmes 1,200 hrs — Apprentice - 2nd 1,200 hrs .....	0.755	0.72	0.66
2 .....	0.755	0.72	0.66
Apprenti - 1ères 600 hrs — Apprentice - 1st 600 hrs .....	0.48	0.455	0.42
Apprenti - 2ièmes 600 hrs — Apprentice - 2nd 600 hrs .....	0.625	0.595	0.545
3 .....	0.625	0.595	0.545
Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs .....	0.48	0.455	0.42
4 .....	0.48	0.455	0.42
Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs .....	0.36	0.34	0.315
5 .....	0.36	0.34	0.315
6 .....	0.30	0.285	0.265

b) *Employés à la pièce:*

b) *Piece-work employees:*

Nonobstant les taux mentionnés plus haut, les employés travaillant à la pièce devront recevoir les taux minima suivants:

Notwithstanding the rates above mentioned the employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

*Classe — Class*

	ZONES		
	I	II	III
1 .....	\$0.90	\$0.94	\$0.87
Apprenti - 1ères 1,200 heures — Apprentice - 1st 1,200 heures .....	0.69	0.655	0.60
Apprenti - 2ièmes 1,200 heures — Apprentice - 2nd 1,200 hrs .....	0.83	0.79	0.725
2 .....	0.83	0.79	0.725
Apprenti - 1ères 600 hrs — Apprentice - 1st 600 hrs .....	0.53	0.50	0.46
Apprenti - 2ièmes 600 heures — Apprentice - 2nd 600 hrs .....	0.69	0.655	0.60

3	Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.69	0.655	0.60
4	Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.53	0.50	0.46
5	Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.395	0.375	0.345
6		0.33	0.315	0.29

Ces taux s'appliquent aux articles 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du décret."

2° L'article 16 du décret sera biffé et remplacé par le suivant:

"Art. 16. Salaires des Salariés du département de la couture:

a) *Employés à l'heure:*

	ZONES		
	I	II	III
A. Apprenti, - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs.	\$0.42	\$0.40	\$0.37
B. Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.36	0.34	0.315
C. Salariés sans expérience exécutant du travail de la Classe, C. 600 hrs — Inexperienced workers doing operations of class C, 600 hrs	0.30	0.285	0.265
	0.30	0.285	0.265
	0.24	0.23	0.21

b) *Employés à la pièce:*

Nonobstant les taux mentionnés plus haut les employés travaillant à la pièce devront recevoir les taux minima suivants:

	ZONES		
	I	II	III
A. Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.46	0.44	\$0.405
B. Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.395	0.375	0.345
C. Salariés sans expérience exécutant du travail de la classe C, 600 heures — Inexperienced workers doing operations of class C, 600 hrs	0.33	0.315	0.29
	0.33	0.315	0.29
	0.265	0.255	0.23

3° L'article 21 du décret sera biffé et remplacé par le suivant:

"Art. 21. Semaine de Travail:

La semaine de travail maximum est de quarante-huit (48) heures, avec paiement de salaire et demi pour tout travail dépassant la semaine normale ainsi établie, sauf pour les employés compris à l'article 18."

4° Le présent amendement vaut à partir du 1er septembre 1947.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre de Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 6 septembre 1947. 20121-0

These rates apply to sections 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of the decree."

2. Section 16 of the decree will be stricken off and replaced by the following:

Section 16. Rates for employees of the sewing department:

a) *Employees paid by the hour:*

	ZONES		
	I	II	III
A. Apprenti, - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs.	\$0.42	\$0.40	\$0.37
B. Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.36	0.34	0.315
C. Salariés sans expérience exécutant du travail de la Classe, C. 600 hrs — Inexperienced workers doing operations of class C, 600 hrs	0.30	0.285	0.265
	0.30	0.285	0.265
	0.24	0.23	0.21

b) *Piece-work employees:*

Notwithstanding the rates above mentioned, the employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

	ZONES		
	I	II	III
A. Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.46	0.44	\$0.405
B. Apprenti - 600 hrs — Apprentice - 600 hrs	0.395	0.375	0.345
C. Salariés sans expérience exécutant du travail de la classe C, 600 heures — Inexperienced workers doing operations of class C, 600 hrs	0.33	0.315	0.29
	0.33	0.315	0.29
	0.265	0.255	0.23

3 Section 21 of the decree will be stricken off and replaced by the following:

"Section 21. Working week:

The minimum work shall be one of forty-eight (48) hours with time and one half for work in excess of the standard week so established, except for the employees comprised in section 18."

4. The present amendment shall become effective on September 1st, 1947.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, September 6, 1947. 20121-0

#### AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, à l'effet de modifier le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Temiscamingue.

Il est demandé:

1° Que le paragraphe "b" de l'article II soit radié et remplacé par le suivant:

#### NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labor, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Building Trades Joint Committee of the district of Hull for the purpose of amending the decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

It is requested:

1. That subsection "b" of section II be stricken off and replaced by the following:

"b) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

Pour les fins d'application, cette juridiction est divisée en deux (2) zones, de la façon suivantes:

*Zone I*: La cité de Hull et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

*Zone II*: Les comtés de Hull (sauf la cité de Hull et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites), Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue."

2° Qu'à l'article III, (zone II) le salaire minimum des trois classifications suivantes soit remplacé par celui indiqué ci-après:

*Zone II*

"Charpentier-menuisier et mécanicien (millwright) .....	\$0.95
Manoeuvre, journalier (ouvrier non qualifié) .....	0.60
Manoeuvre spécialisé .....	0.70"

3° Que le paragraphe "c" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"c) Toutefois, dans la zone II, la durée du travail est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, se terminant le samedi à midi.

4° Que les mots "vitrage en certier" soient enlevés du paragraphe "b" de l'article I.

5° Que la classification "Peintre, décorateur et vitrier... 0.95 .... 0.80" soit radiée de la cédule des salaires apparaissant à l'article III et soit remplacée par les suivantes:

*Zone I Zone II*

"Peintre, décorateur .....	\$0.95	\$0.80
Vitrier .....	0.95	0.80"

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.  
Québec, 6 septembre 1947. 20135-0

"b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

For the purposes of enforcement, this jurisdiction is divided in two (2) zones, as follows:

*Zone I*: The city of Hull and the territory included in a radius of ten (10) miles from its limits.

*Zone II*: The counties of Hull (with the exception of the city of Hull and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits), Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue."

2° That in section III (*Zone II*), the minimum wages of the following three classifications be replaced by those hereinafter mentioned:

*Zone II*

"Carpenter, joiner and millwright .....	\$0.95
Labourer, common worker .....	0.60
Specialized worker .....	0.70"

3. That subsection "c" of section V be replaced by the following:

"c) However, in zone II, the duration of labour consists of fifty-five (55) hours per week ending on Saturday noon."

4. That the words "complete glazing" be stricken off subsection "b" of section I.

5. That the classification "Painter, decorator and glazier... 0.95 .... 0.80" be stricken off the wage schedule appearing in section III and be replaced by the two following:

*Zone I Zone II*

"Painter, decorator .....	\$0.95	\$0.80
Glazier .....	0.95	0.80"

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.  
Quebec, September 6, 1947. 20135-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield, établi en exécution du décret numéro 1259, du 7 août 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1408, du 27 août 1946, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 16 août 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équiva-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield, formed under decree No. 1259 of August 7, 1947, has been authorized by a by-law approved by order in council No. 1408 of August 27, 1947, part "B", in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941 Chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* until August 16, 1948; such levy shall be applied in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their pay-roll.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent

lente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$22.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter le perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1947, 31 mars, 30 juin, et 30 septembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, pour la période se terminant le 16 août 1948.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

État des recettes et des dépenses probables pour la période se terminant le 16 août 1948.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels, artisans et salariés .....	\$663.00
Honoraires d'examen .....	30.00
	<hr/>
	\$693.00
<i>Dépenses:</i>	
Frais légaux, frais de cause, frais de déplacements des inspecteurs .....	300.00
Timbres-poste, téléphone, assurances .....	83.00
Loyer .....	25.00
Vérification des livres .....	15.00
Impressions, papeterie et publicité .....	100.00
Imprévu et divers .....	70.00
Salaire du secrétaire .....	100.00
	<hr/>
	\$693.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 septembre 1947. 20120-o

to 1/2 of 1% of the lowest wage rate established in the decree for a journeyman, namely \$22.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums paid to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

According to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31 1947, March 31, June 30 and September 30, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield for the period ending August 16, 1948.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending August 16, 1948.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers, artisans and employees .....	\$663.00
Examinations fees .....	30.00
	<hr/>
	693.00
<i>Expenses:</i>	
Legal fees, proceedings, travelling expenses of inspectors .....	300.00
Stamps, telephone, insurances .....	83.00
Rent .....	25.00
Audition .....	15.00
Printing, stationery and publicity .....	100.00
Unforeseen expenses and miscellaneous .....	70.00
Salary of the secretary .....	100.00
	<hr/>
	693.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Quebec, September 6, 1947. 20120-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Perron .....	Jacques .....	23	Ste-Marie de Beauce	Ste-Anne de la Pocatière

Québec, le 30 août 1947 — Quebec, August 30th, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,  
ROGER THIBAudeau,  
Secretary of the Quebec Bar.

20127-36-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 août 1947.

MM. Josaphat Poulin, assistant-gérant, Samuel Bouchard, médecin vétérinaire, Joseph Paquet, boucher, Émile Paquet, cultivateur, tous de Saint-Georges de Beauce: juges de paix pour le district judiciaire de Beauce.

MM. Jos. Dumont, employé de la Compagnie Price, de Matane: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Jules Sirois, comptable agréé, de Drummondville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Frédéric Bernard, cultivateur, de Saint-Charles-de-Caplan: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure; J.-B. Champagne, agent d'assurances, 1053 rue Visitation, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 51).

M. André Viens, agent d'assurances, de Cowansville, Cté Missisquoi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford.

M. Conrad Cantin, marchand, de Tingwick, Cté Arthabaska: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska.

MM. Gérard Chapleau, de Saint-Pascal, et David Michaud, de Saint-Louis-de-Kamouraska: nommés pour agir conjointement et à compter du 18 août 1947, sous le nom de Chapleau et Michaud, en qualité de registraire de la division d'enregistrement de Kamouraska.

Québec, 20 août 1947

M. Fernand Dostie, 39, rue Saint-Eustache, app. 202, Québec: assistant-sous-ministre, Ministère du Bien-Être social et de la Jeunesse, à compter du 1er août 1947.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, August 12, 1947.

Messrs. Josaphat Poulin, assistant manager, Samuel Bouchard, veterinary surgeon, Joseph Paquet, butcher, Émile Paquet, farmer, all of Saint-Georges de Beauce: to be Justices of the Peace for the judicial district of Beauce.

Messrs. Jos. Dumont, employee of the Price Company, of Matane: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Jules Sirois, chartered accountant, of Drummondville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Frédéric Bernard, farmer, of Saint-Charles-de-Caplan: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure; J. B. Champagne, insurance agent, 1053 Visitation Street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. André Viens, insurance agent, of Cowansville, county of Missisquoi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford.

Mr. Conrad Cantin, merchant, of Tingwick, county of Arthabaska: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska.

Messrs. Gérard Chapleau, of Saint-Pascal, and David Michaud, of Saint-Louis-de-Kamouraska: appointed to act jointly and as from the 18th of August, 1947, under the name of "Chapleau et Michaud", as registrar for the Registration Division of Kamouraska.

Quebec, August 30, 1947.

Mr. Fernand Dostie, 39 Saint Eustache Street, Apt. 202, Quebec: to be assistant Deputy Minister, Department of Social Welfare and of Youth, as from the 1st of August, 1947.

## Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district d'Iberville, N° 5538, Cour Supérieure. UNITED AUTO PARTS ST. JOHNS LTD., demanderesse, vs ARTHEME CLOUATRE, défendeur, & JACQUES LORRAIN & AL, opposants;

Le quinzième jour d'août mil neuf cent quarante-sept;

Sur ordre de l'honorable juge Alfred Duranleau, juge de la Cour supérieure, siégeant dans et pour le district d'Iberville, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Arthème Clouâtre, des ville et district d'Iberville, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Saint-Jean, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

20069-35-2-o Le Protonotaire C. S.  
ROLAND SABOURIN.

## Rule of Court

Canada, province of Quebec, district of Iberville. No. 5538, Superior Court. UNITED AUTO PARTS ST. JOHNS LTD., plaintiff; vs ARTHEME CLOUATRE, defendant; & JACQUES LORRAIN & AL, opposants.

The fifteenth day of August, one thousand nine hundred and forty-seven;

Upon the order of the Honourable Justice Alfred Duranleau, Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Iberville, given this day, in view of the allegation of insolvency of said Arthème Clouâtre, of the town and district of Iberville, defendant, the creditors of the said defendant, who have not as yet filed their claims, are now called upon to do so in this case, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the said district at Saint Johns, within the fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

20069-35-2 ROLAND SABOURIN,  
Protonotary, S.C.

## Siège social

## IMMEUBLES JALBERT, LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Immeubles Jalbert, Limitée, corporation constituée par lettres patentes de la Province de Québec en date du onze janvier mil neuf cent quarante-sept, ayant le siège de ses affaires à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal au N° 311 de la rue Racine, à Chicoutimi.

Chicoutimi, le 29 août 1947.  
Le Secrétaire,  
RAY. BELLEAU.

20109-o

## Head Office

## IMMEUBLES JALBERT, LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "Immeubles Jalbert, Limitée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, one thousand nine hundred and forty-seven, having its head office at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, has established its office or legal domicile at No. 311 Racine Street, Chicoutimi.

Chicoutimi, August 29, 1947.  
RAY. BELLEAU,  
Secretary.

20109

## Soumissions

## Province de Québec

## CITÉ DE SHERBROOKE

*Soumissions pour obligations*

Avis public est par les présentes donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées: "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi (heure avancée) mardi, le 23 septembre 1947, pour l'achat d'obligations municipales de la cité de Sherbrooke, au montant de \$185,000, émises sous l'autorité du Règlement N° 669.

Lesdites obligations seront datées du 1er août 1947 et remboursables en séries du 1er août 1948 au 1er août 1967 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les premier février et premier août de chaque année.

Lesdites obligations portent intérêt au taux de 2% pour celles échéant du 1er août 1948 au 1er août 1957 inclusivement et 2½% pour celles échéant à partir du 1er août 1958 au 1er août 1967 inclusivement.

## Tenders

## Province of Quebec

## CITY OF SHERBROOKE

*Tenders for bonds*

Public notice is hereby given that written, sealed tenders, endorsed: "Tender for bonds" will be received by the undersigned, until 5 o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time) Tuesday, September 23rd 1947, for the purchase of City of Sherbrooke bonds amounting to \$185,000, issued under authority of By-Law No. 669.

The said bonds are dated August 1st 1947 and mature in series from August 1st 1948 to August 1st 1967 inclusively, interest payable semi-annually on the first day of February and August, each year.

The said bonds bear interest at the rate of 2% for those maturing from August 1st 1948 to August 1st 1957 inclusively, and 2½% for those maturing from August 1st 1958 to August 1st 1967 inclusively.

Le capital et les intérêts seront payables au choix du porteur à Sherbrooke, Québec et Montréal. L'émission comprend cent quarante-sept (147) obligations de \$1,000, chacune et soixante-seize (76) obligations de \$500, chacune. Lesdites obligations pourront être enregistrées gratuitement, quant au capital, au bureau du soussigné et la livraison des titres sera faite dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, fait à l'ordre de la Cité de Sherbrooke, égal à 1% du montant du total de l'émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus.

Les soumissions seront prises en considération à une séance du Conseil spécialement convoquée à cette fin, mardi, le 23 septembre 1947, à cinq heures de l'après-midi, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville, ou aux ajournements de ladite séance spéciale.

La Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce troisième jour de septembre, 1947.

Le Greffier,  
ANT. DESLAURIERS.

20126-o

VILLAGE DE VALCOURT

*Soumissions*

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 hrs p.m., LUNDI le 29 SEPTEMBRE 1947, pour l'achat de \$72,500 d'obligations du village de Valcourt, datées du 1er juillet 1947 et remboursables en séries du 1er juillet 1948 au 1er juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Valcourt, Québec et Montréal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du Conseil qui sera tenue le 29 septembre 1947 à Valcourt, à la salle du conseil municipal du village de Valcourt.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Village de Valcourt, (comté de Shefford), ce 3ième jour de septembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,  
VILLAGE DE VALCOURT, P.Q.  
R. H. DRAINVILLE.

20137-o

Capital and interest payable at the holder's option at Sherbrooke, Québec and Montreal. The issue includes one hundred and forty-seven (147) bonds of \$1,000, each and seventy-six (76) bonds of \$500, each. The said bonds may be registered free of charge, as to capital, at the office of the undersigned and the bonds shall be delivered during the fifteen (15) days following the acceptance of the tender.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, payable to the order of the City of Sherbrooke, equal to 1% of the total amount of the issue and must specify if the price offered includes or does not include accrued interest.

Tenders will be considered at a special meeting of the Council to be held on Tuesday, September 23rd, 1947, at 5 p.m., in the Council Room, at the City Hall, or at the adjournments of the said special meeting.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 3rd day of September, 1947.

ANT. DESLAURIERS,  
City Clerk.

20126-o

VILLAGE DE VALCOURT

*Tenders*

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m., MONDAY, the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER, 1947, for the purchase of \$72,500 of bonds of the village of Valcourt, dated July 1, 1947, and redeemable serially from the 1st of July, 1948 to the 1st of July 1977 inclusive, with interest at 3% per annum payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Valcourt, Québec and Montreal.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941; however, if such redemption is partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of delivery.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the Council to be held on the 29th of September, 1947, at Valcourt, in the municipal council hall of the village of Valcourt.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Village of Valcourt, (county of Shefford), this 3rd day of September, 1947.

R. H. DRAINVILLE,  
Secretary-Treasurer,  
VILLAGE OF VALCOURT, P.Q.

20137

## Province de Québec

## CITÉ DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

## Soumissions pour Obligations

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues au bureau du soussigné en l'hôtel-de-ville de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le mercredi, 24 septembre 1947 pour l'achat de \$400,000.00 d'obligations de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, datées du 1er novembre 1947 et remboursables en séries du 1er novembre 1947 au 1er novembre 1977 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Ces soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à 2, 2 $\frac{1}{4}$ , 2 $\frac{1}{2}$ , 2 $\frac{3}{4}$  ou 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou varier suivant l'échéance.

Ces obligations sont émises en vertu du règlement No. 459 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, pour l'exécution de travaux aux services de l'aqueduc, de la Voirie, et divers autres travaux, et autres fins, et deviendront échues suivant le tableau ci-après:

Date	Capital
1 novembre 1948	\$ 7,000.00
1 " 1949	7,000.00
1 " 1950	7,000.00
1 " 1951	7,000.00
1 " 1952	7,000.00
1 " 1953	10,000.00
1 " 1954	10,000.00
1 " 1955	10,000.00
1 " 1956	11,000.00
1 " 1957	11,000.00
1 " 1958	11,000.00
1 " 1959	12,000.00
1 " 1960	12,000.00
1 " 1961	12,000.00
1 " 1962	12,000.00
1 " 1963	15,000.00
1 " 1964	15,000.00
1 " 1965	15,000.00
1 " 1966	15,000.00
1 " 1967	15,000.00
1 " 1968	16,000.00
1 " 1969	16,000.00
1 " 1970	16,000.00
1 " 1971	16,000.00
1 " 1972	18,000.00
1 " 1973	18,000.00
1 " 1974	18,000.00
1 " 1975	20,000.00
1 " 1976	20,000.00
1 " 1977	21,000.00

Le capital et les intérêts seront payables au choix du porteur à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Salaberry-de-Valleyfield. Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00 et pourront être enregistrées quant au capital au bureau du soussigné; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chap. 212 des S.R. de Q., 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

## Province of Quebec

## CITY OF SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

## Tenders for Bonds

Public notice is hereby given, that written sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received at the office of the undersigned, in the city-hall of the City of Salaberry-de-Valleyfield, until four o'clock in the afternoon, on Wednesday, September the 24th, 1947, for the purchase of the city of Salaberry-de-Valleyfield bonds, amounting to \$400,000.00 dated November 1st 1947 and redeemable in series from November 1st, 1948 to November 1st 1977; inclusively, interest being payable semiannually on the 1st of May and 1st of November of each year.

Tenders may be made for bonds bearing interest optionally at 2, 2 $\frac{1}{4}$ , 2 $\frac{1}{2}$ , 2 $\frac{3}{4}$ , or 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. This issue has been authorized by the city of Salaberry-de-Valleyfield By-law No. 459, for the execution of works for the water-works, the road department, and other works and purposes, and the said bonds will mature according to the following schedule:

Date	Capital
November 1st, 1948	\$ 7,000.00
" 1st, 1949	7,000.00
" 1st, 1950	7,000.00
" 1st, 1951	7,000.00
" 1st, 1952	7,000.00
" 1st, 1953	10,000.00
" 1st, 1954	10,000.00
" 1st, 1955	10,000.00
" 1st, 1956	11,000.00
" 1st, 1957	11,000.00
" 1st, 1958	11,000.00
" 1st, 1959	12,000.00
" 1st, 1960	12,000.00
" 1st, 1961	12,000.00
" 1st, 1962	12,000.00
" 1st, 1963	15,000.00
" 1st, 1964	15,000.00
" 1st, 1965	15,000.00
" 1st, 1966	15,000.00
" 1st, 1967	15,000.00
" 1st, 1968	16,000.00
" 1st, 1969	16,000.00
" 1st, 1970	16,000.00
" 1st, 1971	16,000.00
" 1st, 1972	18,000.00
" 1st, 1973	18,000.00
" 1st, 1974	18,000.00
" 1st, 1975	20,000.00
" 1st, 1976	20,000.00
" 1st, 1977	21,000.00

Both the principal and interest will be payable at the holder's option at the bank referred to in the loan procedure at Montreal, at Quebec or at Salaberry-de-Valleyfield. These bonds will be issued in denominations of \$100.00 and multiples of \$100.00 and may be registered as to capital at the office of the undersigned; the bonds will be delivered as soon as possible after their sale.

The said bonds are under the authority of Chap. 212, R.S.Q. 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, égal à 1% du montant de la présente émission et chaque soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du Conseil de la cité de Salaberry-de-Valleyfield qui sera tenue mercredi, le 24 septembre, 1947, à huit heures du soir, en l'hôtel-de-Ville de ladite cité ou à tout ajournement de ladite assemblée.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions produites.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 2ième jour de septembre 1947.

Le Greffier de la Cité,  
CHARLES CODEBECQ.

20110-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the city of Salaberry-de-Valleyfield equal to 1% of the amount of this issue and every tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council of the City of Salaberry-de-Valleyfield, which will be held on Wednesday, September the 24th, 1947, at eight o'clock p.m., in the City-Hall of the said City, or at any adjournment of the said meeting.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Salaberry-de-Valleyfield, this 2nd day of September 1947.

CHARLES CODEBECQ,  
City-Clerk.

20110-o

## Vente—Loi de faillite

### ERRATUM

Canada, province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, N° 8203. Dame Elsie Mabel Pettinger, interdite, & John Patterson, curateur-requérant.

#### RE: AVIS DE VENTE

Prenez avis que la vente annoncée aux pages 1274 et 2146, numéros du 16 août et du 23 août 1947, *Gazette officielle de Québec*, aura lieu à ladite date du 18 SEPTEMBRE 1947, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Paul de l'Île aux Noix, district d'Iberville, et non à la porte de l'église de Saint-Valentin.

Le présent avis pour corriger et compléter les avis de vente sus-mentionnés.

Saint-Jean, district d'Iberville, ce 27 août 1947.

Le Protonotaire de la Cour Supérieure  
pour le district d'Iberville,  
20097-35-2-o ROLAND SABOURIN.

## Sale—Bankruptcy Act

### ERRATUM

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court, No. 8203. Dame Elsie Mabel Pettinger, interdicted, & John Patterson, curator-petitioner.

#### RE: NOTICE OF SALE

Take notice that the sale advertised on pages 2074 and 2146, numbers of August 16 and August 23, 1947, *Quebec Official Gazette*, will take place at the said date of SEPTEMBER 18, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial Catholic church door of Saint-Paul de l'Île aux Noix, district of Iberville, and not at the church door of Saint-Valentin.

The present notice is to correct and complete the above-mentioned sale notices.

St. John, district of Iberville, August 27, 1947.

ROLAND SABOURIN,  
Protonotary of the Superior Court  
20097-35-2 for the District of Iberville.

## Ventes pour taxes

Province de Québec — Comté de Bellechasse

PAROISSE DE ST-CAMILLE-DE-LELLIS

Avis public est par le présent donné que la commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 26 août 1947, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales dans la Corporation Municipale de la paroisse de St-Camille-de-Lellis, avec intérêt, frais, et que, en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil de St-Camille, comté de Bellechasse, MERCREDI, le 24 SEPTEMBRE 1947, à 11 heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le

## Sales for Taxes

Province of Quebec — County of Bellechasse

PARISH OF ST-CAMILLE DE LELLIS

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated August 26, 1947, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinbelow described, in payment of arrears of municipal taxes due the Municipal Corporation of the Parish of St-Camille-de-Lellis, with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of St-Camille, county of Bellechasse, on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon taxes falling due

ou avant le 1er décembre 1946 auront été payées avant le moment de la vente.

on or before the 1st of December, 1946, shall have been paid before the sale.

## DESIGNATION

## DESCRIPTION

1 — Théophile Chabot: Un terrain de forme irrégulière, ou emplacement, à Ste-Sabine Station, mesurant cinquante-deux pieds de largeur, du côté nord-ouest, dans la partie la plus étroite, allant en élargissant jusqu'à la profondeur d'environ un arpent, le plus ou moins tel que renclos et désigné comme faisant partie du lot numéro quarante-cinq (Pt 45) du cadastre officiel pour le rang cinq, Canton Bellechasse, sans bâtisses et sans réserve et borné au sud-est par l'emplacement de Jules Vachon et par celui de madame Arthur Rodrigue, sur lequel se trouve un chemin de sortie pour communiquer au chemin royal, au nord-est par le terrain de Henri-Ls Roy, au nord-ouest par celui de Jules Vachon et au sud-ouest partie par ce dernier et partie par le réservoir de l'aqueduc local, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives.

1 — Théophile Chabot: A lot of land or emplacement of irregular figure, at Ste-Sabine Station, measuring fifty-two feet in width, on the northwest side, in its narrowest part, widening to a depth of about one arpent, the whole more or less, as enclosed and described as forming part of lot number forty-five (Pt. 45) on the official cadastre for range five, township Bellechasse, without buildings and without reserve, and bounded on the southeast by the emplacement of Jules Vachon and by that of Madame Arthur Rodrigue, upon which is found an exit road to communicate with the King's Highway; on the northeast by the land of Henri-Ls. Roy, on the northwest by that of Jules Vachon and on the south-west partly by this latter and partly by the reservoir of the local waterworks, as the whole presently subsists with the active and passive servitudes.

2 — Dame J. D. Labrecque: Un lopin de terre à St-Camille, mesurant deux-cent-cinquante pieds de profondeur à l'extrémité nord-ouest, par toute la largeur du lot numéro quarante-six (Pt 46) du cadastre officiel pour le rang trois, Canton Daaquam, sans bâtisses et sans réserve, formant environ quatre acres et demie en superficie, et borné au sud-est par le chemin royal, au sud-ouest par le lot no. Pt 47, au nord-ouest par la ligne de division entre le rang deux et trois et au nord-est par le lot no. 45 des dits rangs et canton, tel que le tout se trouve avec servitudes actives et passives.

2 — Dame J. D. Labrecque: A parcel of land at St-Camille, measuring two hundred and fifty feet in depth at the northwest extremity, by the whole width of lot number forty-six (Pt. 46) of the official cadastre for range three, Township Daaquam — Without buildings and without reserve, containing about four acres and one half in area, and bounded on the southeast by the King's Highway, on the south-west by lot No. Pt. 47, on the northwest by the division line between range two and three and on the northeast by lot No. 45 of said range and township, as the whole presently subsists with active and passive servitudes.

3 — Dame J. D. Labrecque: Un lopin de terre à St-Camille mesurant deux-cent-cinquante pieds de profondeur à l'extrémité nord-ouest, par toute la largeur du lot no. quarante-sept (Pt 47) du cadastre officiel pour le rang trois, Canton Daaquam, sans bâtisses et sans réserves, formant environ quatre acres et demie en superficie, et borné au sud-est par le chemin royal, au sud-ouest par le lot no 48 et au nord-ouest par la ligne de division entre les rangs deux et trois et au nord-est par le lot Pt 46 des dits rangs et Canton tel que le tout se trouve avec servitudes actives et passives.

3 — Dame J. D. Labrecque: A parcel of land at St-Camille, measuring two hundred and fifty feet in depth at the northwest extremity, by all the depth of lot number forty-seven (Pt. 47) on the official cadastre for range three, Township Daaquam — without buildings and without reserves, containing about four acres and one half in area, and bounded on the southeast by the King's Highway, on the southwest by lot No. 48 and on the northwest by the division line between ranges two and three and on the north-east by lot Pt. 46 of said range and township, as the whole presently subsists with the active and passive servitudes.

4 — Philémon Couture: Une terre à St-Camille, contenant cent-cinquante-quatre acres en superficie, plus ou moins désignée comme étant le Lot numéro quarante-neuf (49) du cadastre officiel pour le rang un, Canton Daaquam, circonstances et dépendances.

4 — Philemon Couture: A farm at St-Camille, containing one hundred and fifty-four acres in area, more or less, described as being lot number forty-nine (49) on the official cadastre for range one, Township Daaquam circumstances and dependencies.

5 — Succession François Couture: une terre à St Camille, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins désignée comme étant la partie sud-ouest en largeur par toute la profondeur du lot numéro trente-neuf (Pt 80. 39) du cadastre officiel pour le rang six, canton Bellechasse, avec bâtisses sus-construites et dépendances, et borné en front au nord-ouest par le chemin royal, au nord-est par le résidu du dit lot appartenant à Anselme Marceau ou ayant droit, au sud-est par la Rivière Daaquam et au sud-ouest par le lot no. 40 appartenant à Alyre Vermette; tel que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives existantes.

5 — Estate François Couture: A farm at St-Camille, containing fifty acres in area, more or less, described as being the southwest part in width by the whole depth of lot number thirty nine (S.W.Pt. 39) on the official cadastre for range six, Township Bellechasse — with buildings thereon erected and dependencies, and bounded in front on the northwest by the King's Highway, on the northeast by the residue of said lot belonging to Anselme Marceau or assigns, on the southeast by the river and on the southwest by lot No. 40 belonging to Alyre Vermette; as the whole presently subsists with the existing active and passive servitudes.

Le prix de l'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement;

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

La vente sera en outre sujette aux droits de retrait et aux réserves prévues par la Loi de la Commission Municipale de Québec.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Donné à St-Camille de Lellis, ce 27ième jour d'août mil neuf cent quarante-sept.

Given at St-Camille de Lellis, this 25th day of August, one thousand nine hundred and forty-seven.

20098-35-2-o Le Secrétaire-trésorier,  
Signé: E. A. MORIN.

20098-35-2 (Signed) E. A. MORIN,  
Secretary-treasurer.

Province de Québec — District de Chicoutimi

Province of Quebec — District of Chicoutimi

## COMMISSION SCOLAIRE DE HARVEY

## SCHOOL COMMISSION OF HARVEY

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-sept avril 1947, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-seventh day of August, 1947, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the im-

207), de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de Harvey, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence ledit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle paroissiale, à Saint-Fulgence, (Salle du conseil), le 30 SEPTEMBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, ledit immeuble ne sera pas vendu si les taxes scolaires de l'année 1946-47 et des années antérieures sont payées avant le moment de la vente.

Edmond-Louis Tremblay "Fils de Joseph" - Un terrain faisant partie du lot numéro 3-16 du rang 5, au cadastre officiel du canton Tremblay lequel terrain mesure 50 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, en mesurant à angle droit entre les lignes latérales, sur 174 pieds de profondeur, du nord au sud, côté est, et 150 pieds de profondeur aussi du nord au sud, côté ouest, et compris dans les bornes suivantes:— en front, au nord, au chemin public actuel; vers l'est, au terrain de Hector Tremblay ou représentants; vers le sud et vers l'ouest, au terrain de Ernest Tremblay ou représentants, résidu du dit lot numéro 3-16 la ligne ouest étant parallèle au côté ouest du terrain de Hector Tremblay et distante vers l'ouest de 50 pieds de ce côté.

Le dit immeuble sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Fulgence, ce 30 ième jour d'août 1947.

Le Secrétaire-trésorier,

20111-36-2-o

TANCREDE TURCOTTE.

movable hereinunder described, in payment of arrears of taxes due the School Commission of Harvey, with interest and costs, and that consequently the said immovable will be sold by public auction, in the parish hall, at Saint-Fulgence (Council Hall), on the THIRTIETH of SEPTEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

However the said immovable will not be sold if the school taxes for the year 1946-47 and previous years be paid before the sale.

Edmond-Louis Tremblay "son of Joseph": A lot of land forming part of lot number 3-16 of range 5, of the official cadastre for the township Tremblay, the said lot of land measuring 50 feet in width, from east to west, measured at right angle between the side lines, by 174 feet in depth, from north to south, east side, and 150 feet in depth, also from north to south, west side, and comprised within the following boundaries:— in front to the north, by the present public road; towards the east, by the land of Hector Tremblay or representatives; towards the south and towards the west by the land of Ernest Tremblay or representatives, the residue of said lot number 3-16, the west line being parallel to the west side of the land of Hector Tremblay and 50 feet distant from the said side on the west.

The said immovable will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

The purchase price of said immovable will be payable immediately.

The sale shall moreover be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Fulgence, this 30th day of August, 1947.

TANCREDE TURCOTTE,

20111-36-2

Secretary-Treasurer.

## VENTES PAR SHÉRIFS

## SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### MONTREAL

### MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
C.S. District de Montréal

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
S.C. District of Montreal

Montréal, à savoir } LA FAMILIALE, deman-  
N° 253219 } deresse; vs REFUGE  
ST-ANTOINE, INC., défenderesse.

Montreal, to wit: } LA FAMILIALE, Plain-  
No. 253219 } tiff; vs REFUGE ST.  
ANTOINE, INC., Defendant.

La partie ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro treize (13) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Joseph de la Rivière des Prairies, comté d'Hochelaga, et contenant 28,043 acres ou 33 arpents, 61.96 perches plus ou moins, ladite propriété étant divisée en deux parties par le chemin public et bornée comme suit: en front au nord par le chemin public, en arrière au sud par les lots nos 13-71, 13-97 et par une rue allant de ladite propriété à une rue portant le no 13-1, d'un côté à l'ouest par le lot no 14, et de l'autre côté à l'est par la partie est du lot numéro 13.

The west part of the lot of land known and designated as number thirteen (13) on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Joseph de la Rivière des Prairies, county of Hochelaga, and containing 28.043 acres or 33 arpents, 61.96 perches, more or less; the said property being divided into two parts by the public road and bounded as follows: in front on the north by the public road, in rear to the south by lots Nos. 13-71, 13-97 and by a street running from the said property to a street bearing No. 13-1; on one side to the west by lot No. 14, and on the other side to the east by the east part of lot number 13.

Une autre lisière de terrain formant partie de ladite propriété et bornée comme suit: d'un côté au nord par la Rivière des Prairies, de l'autre côté

Another strip of land forming part of the said property, and bounded as follows: on one side to the north, by the des Prairies river, on the

vers l'ouest par ledit lot no 14 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Joseph de la Rivière des Prairies, et de l'autre côté à l'est par la partie est dudit lot no 13.

Avec toutes les constructions érigées sur les emplacements décrits ci-dessus.

Pour être vendus "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$500,00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Bertrand, daté le 18 juillet 1947.

Bureau du Shérif, Montréal, 11 août 1947.  
Le Shérif, L. P. CAISSE.  
19993-33-2-0  
[Première insertion, 16 août 1947]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { D. EDMOND GRAVEL, N° 52258. } de Saint-Romuald, comté de Lévis, marchand de bois, y faisant affaires comme marchand de bois, à Québec, sous la raison sociale de "Gravel Lumber Reg'd"; contre LUCIEN MATHIEU, de Pont de Québec, à savoir:

La subdivision N° 9 (neuf) d'une partie du lot N° 355 (trois cent cinquante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant un terrain situé en ladite paroisse, mesurant 50 pieds de largeur sur chemin du Cap Rouge, 116 pieds sur la ligne qui le divise d'un chemin public, au nord-est, 100 pieds sur la ligne qui le divise du lot N° 355-10, contenant en superficie 7,500 pieds c. anglais, borné vers le nord-ouest par le chemin du Cap-Rouge, vers le nord-est par un chemin public, vers le sud-est par la partie non subdivisée du lot N° 355 et vers le sud-ouest par le lot N° 355-10, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, comté de Québec, le ONZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 3 septembre 1947.  
Le Shérif, L. LAPIERRE.  
20129-36-2-0  
[Première insertion: 6 septembre 1947]  
[Seconde insertion: 20 septembre 1947]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure, district de Rimouski

Rimouski, { ARMAND FORTIN, rentier, N° 9524 } de Ste-Luce, district de Rimouski, vs WILFRID BONNENFANT, ci-devant cultivateur de Ste-Angèle, district de Rimouski et maintenant de l'endroit appelé St-Nil Canton Tessier, comté de Matane, district de Rimouski.

Le lot 1A et 1B du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Angèle, situé au 1er rang canton Cabot, étant une terre contenant 100 acres en superficie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Angèle, le 16 SEPTEMBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, 12 août 1947.  
Le Shérif, CHARLES GARON.  
19994-33-2-0  
[Première insertion, 16 août 1947]

other side to the west by said lot No. 14 of the official plan and book of reference for the parish of St-Joseph de la Rivière des Prairies, and on the other side, to the east, by the east part of said lot No. 13.

With all the buildings erected on-the above described emplacements.

To be sold "en bloc", at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bertrand, dated July 18, 1947.

Sheriff's office, Montreal, August 11, 1947.  
L. P. CAISSE, Sheriff.  
19993-33-2  
[First insertion, August 16, 1947]

**QUEBEC**

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: { D. EDMOND GRAVEL, No. 52258. } of Saint-Romuald, county of Levis, lumber merchant, carrying on business as a lumber merchant, at Quebec, under the firm name of "Gravel Lumber Reg'd"; against LUCIEN MATHIEU, of Quebec Bridge, to wit:

Subdivision No. 9 (nine) of a part of lot No. 355 (three hundred and fifty-five) of the official cadastre for the parish of Sainte-Foye, county of Quebec, being a lot of land situate in the said parish, measuring 50 feet in width on the Cap Rouge road, 116 feet on the line which divides it from a public road, on the northeast, 100 feet in the line which divides it from lot No. 355-10, containing a superficial area of 7,500 square feet, English measure, bounded on the northwest by the Cap-Rouge road, on the northeast by a public road, on the southeast by the unsubdivided part of lot No. 355 and towards the southwest by lot No. 355-10, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Foye, county of Quebec, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, September 3, 1947.  
L. LAPIERRE, Sheriff.  
20129-36-2  
[First insertion: September 6, 1947]  
[Second insertion: September 20, 1947]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court, district of Rimouski

Rimouski, { ARMAND FORTIN, annuitant, No. 9524 } of Ste-Luce, district of Rimouski; vs WILFRID BONNENFANT, heretofore farmer of Ste-Angèle, district of Rimouski and now of the place called St-Nil, township Tessier, county of Matane, district of Rimouski.

Lot 1A and 1B of the official cadastre for the parish of Ste-Angèle, situate in the 1st range of the township Cabot, being a farm containing 100 acres in area, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Angèle, on the SIXTEENTH of SEPTEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Rimouski, August 12, 1947.  
CHARLES GARON, Sheriff.  
19994-33-2  
[First insertion, August 16, 1947]

**ROBERVAL**

*Fieri Facias de Terris*

Province de Québec -- District de Roberval  
 Cour Supérieure, } LA CAISSE POPULAIRE  
 N° 11878. } DE NORMANDIN, so-  
 ciété coopérative régie par la Loi des syndicats  
 coopératifs de Québec, actuellement en liquida-  
 tion, et J. E. Mercure, J. J. Turcotte et Phila-  
 delphe Ferland, ès-qualité de liquidateurs de  
 ladite Caisse, demandeurs; vs OVILA BILO-  
 DEAU, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:  
 "Une terre connue et désignée sous le numéro  
 vingt-huit du treizième rang (N° 28, rang 13)  
 au plan et livre de renvoi du cadastre officiel  
 pour le canton Girard, avec bâtisses dessus  
 construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
 paroisse de Saint-Thomas-Didyme, comté Ro-  
 berval, province de Québec, le MARDI, SEPT-  
 IEME jour d'OCTOBRE (7 oct.) mil neuf cent  
 quarante-sept (1947) à ONZE (XI) heures de  
 l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY,  
 Roberval, ce 3 septembre 1947. 20138-36-2-o  
 [Première insertion, 6 septembre 1947]

*Fieri Facias de Terris*

Province de Québec -- District de Roberval  
 Cour Supérieure, } LA CAISSE POPULAIRE  
 N° 11876. } DE NORMANDIN, so-  
 ciété coopérative régie par la Loi des syndicats  
 coopératifs de Québec, actuellement en liquida-  
 tion, et J. E. Mercure, J. J. Turcotte et Phila-  
 delphe Ferland, ès-qualité de liquidateurs de  
 ladite Caisse, demandeurs; vs MENAQUE SI-  
 MARD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:  
 "Un lot de terre connu et désigné sous le  
 numéro vingt-quatre du dixième rang du cadas-  
 tre officiel du canton Girard (N° 24, rang X,  
 canton Girard), avec bâtisses dessus construites,  
 circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
 paroisse de Saint-Thomas-Didyme, comté Ro-  
 berval, province de Québec, le MARDI, SEPT-  
 IEME jour d'OCTOBRE (7) mil neuf cent  
 quarante-sept (1947), à DIX (10) heures de  
 l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY,  
 Roberval, ce 3 septembre 1947. 20139-36-2-o  
 [Première insertion, 6 septembre 1947]

**Arrêtés en Conseil**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1409

Québec, le 27 août 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif  
 à l'industrie de la broderie dans l'île de Mont-

**ROBERVAL**

*Fieri Facias de Terris*

Province of Quebec -- District of Roberval  
 Superior Court, } LA CAISSE POPULAIRE  
 No. 11878. } DE NORMANDIN, a  
 cooperative association governed by the Quebec  
 Cooperative Syndicates Act, actually in liquida-  
 tion, and J. E. Mercure, J. J. Turcotte and  
 Philadelphie Ferland, ès-qualité of liquidators of  
 the said "Caisse", plaintiffs; vs OVILA BILO-  
 DEAU, defendant.

As belonging to the defendant:  
 "A farm known and designated under number  
 twenty-eight of the thirteenth range (No. 28,  
 range 13) on the official cadastral plan and in  
 the book of reference for the township Girard,  
 with buildings thereon erected, circumstances  
 and dependencies.

To be sold at the parochial church door of  
 Saint-Thomas-Didyme, county of Roberval,  
 Province of Quebec, on TUESDAY, the SEV-  
 ENTH day of OCTOBER (Oct. 7) nineteen  
 hundred and forty-seven (1947) at ELEVEN  
 (11) o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Roberval, September 3, 1947. 20138-36-2  
 [First insertion, September 6, 1947]

*Fieri Facias de Terris*

Province of Quebec -- District of Roberval  
 Superior Court, } LA CAISSE POPULAIRE  
 No. 11876. } DE NORMANDIN, a  
 cooperative association governed by the Co-  
 operative Syndicates Act of Quebec, actually in  
 liquidation, and J. E. Mercure, J. J. Turcotte  
 and Philadelphie Ferland, es-qualité of liqui-  
 dators of the said "Caisse", plaintiffs; vs MENA-  
 QUE SIMARD, defendant.

As belonging to the defendant:  
 "A lot of land known and designated as  
 number twenty-four of the tenth range on the  
 official cadastre for the township Girard (No. 24,  
 range X, township Girard), with buildings  
 thereon erected, circumstances and depend-  
 encies."

To be sold at the church door of the parish  
 of Saint-Thomas-Didyme, county of Roberval,  
 Province of Quebec, on TUESDAY, the SEV-  
 ENTH (7th) day of OCTOBER, one thousand  
 nine hundred and forty-seven (1947), at TEN  
 (10) o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Roberval, September 3, 1947. 20139-36-2  
 (First insertion, September 6, 1947)

**Orders in Council**

**ORDER IN COUNCIL  
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1409

Quebec, August 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the decree relating  
 to the embroidery industry in the Island of

réal et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 4269 du 14 novembre 1944 et amendements, relatif à l'industrie de la broderie dans l'île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 31 octobre 1947.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20117-o Greffier du Conseil Exécutif.

Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits.

IT IS ENACTED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 4269 of November 14, 1944, and amendments, relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits, be extended until October 31, 1947.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20117-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1408

Québec, le 27 août 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1327 du 18 avril 1946, subséquemment prolongé jusqu'au 2 septembre 1947, soit de nouveau prolongé jusqu'au 2 janvier 1948, aux mêmes taux et conditions.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20113-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1408

Quebec, August 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec.

IT IS ENACTED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1327 of April 18, 1946, subsequently extended until September 2, 1947, be again extended until January 2, 1948, with the same rate and conditions.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20113-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle  
de Québec, N° 36

Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 36

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1408, section "D".— Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec. . . . .	2266
1409, section "A".— Epiciers-bouchers dans la cité de Joliette. . . . .	2247
1409, section "B".— Employés du service des incendies de la cité de Québec. . . . .	2249
1409, section "C".— Industrie du meuble dans la province de Québec. . . . .	2249
1409, section "D".— Industrie de la broderie dans l'île de Montréal. . . . .	2265

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2229

AVIS DIVERS:

Ausable Securities Company (Règlement). . . . .	2246
Gagnon & Frère, "Meubles" Limitée (Règlement). . . . .	2245
Grand'Mère Securities Company (Règlement). . . . .	2247
Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée.— Sherbrooke Construction Shops Ltd. (Directeurs). . . . .	2246
Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac des Aigles (Formation). . . . .	2245

ORDERS IN COUNCIL:

1408, part "D".— Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec. . . . .	2266
1409, part "A".— Grocers and butchers in the city of Joliette. . . . .	2247
1409, part "B".— Fire Department Employees of the city of Québec. . . . .	2249
1409, part "C".— Furniture industry in the Province of Québec. . . . .	2249
1409, part "D".— Embroidery industry in the Island of Montreal. . . . .	2265

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2229

MISCELLANEOUS NOTICES:

Ausable Securities Company (By-Law). . . . .	2246
Gagnon & Frère, "Meubles" Limitée (By-Law). . . . .	2245
Grand'Mère Securities Company (By-Law). . . . .	2247
Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée.— Sherbrooke Construction Shops Ltd. (Directors). . . . .	2246
Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac des Aigles (Formation). . . . .	2245

L'Union Catholique des Cultivateurs (Formation).....	2245	L'Union Catholique des Cultivateurs (Formation).....	2245
Mistassini, village de (Obtention de lettres patentes).....	2243	Mistassini, village of (Application for letters patent).....	2243
Syndicat National de l'Amiante d'Asbestos Inc. (Nom changé).....	2245	Syndicat National de l'Amiante d'Asbestos Inc. (Name changed).....	2245
The Hydro-Electric Power Commission of Ontario (Barrage).....	2244	The Hydro-Electric Power Commission of Ontario (Dam).....	2244
<b>CHARTRE — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTER — SURRENDER OF:</b>	
Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc.....	2250	Les Industries du Cuir de la Rive Sud Inc.....	2250
<b>COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:</b>		<b>COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:</b>	
William M. Mercer Limited.....	2251	William M. Mercer Limited.....	2251
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Portneuf Station, munic. scolaire catholique de.....	2251	Portneuf Station, Catholic School Munic. of.....	2251
<b>TERRES ET FORÊTS:</b>		<b>LANDS AND FORESTS:</b>	
Notre-Dame-de-Portneuf, paroisse de..	2250	Notre-Dame-de-Portneuf, parish of....	2250
St-Martin, paroisse de.....	2250	St-Martin, parish of.....	2250
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull (Modification).....	2254	Building Trades Joint Committee of the District of Hull (Amendment)...	2254
Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel (Prélèvement) ..	2252	Joint Committee of the Building Industry of Sorel (Levy).....	2252
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Approbation de règlements).....	2251	Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Approval of By-Laws).....	2251
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Prélèvement).....	2255	Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Levy).....	2255
Industrie de la chaussure dans la province de Québec (Modification).....	2253	Shoe industry in the Province of Quebec (Amendment).....	2253
Travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'Île de Montréal (Modification).....	2257	Fur Workers, Wholesale Trade, in the Island of Montréal (Amendment)...	2257
<b>EXAMEN DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATION:</b>	
Québec: étude du droit.....	2251	Quebec: study of law.....	2251
<b>LETRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Acme Salvage & Trading Co. Ltd.....	2230	Acme Salvage & Trading Co. Ltd.....	2230
Associated Clock & Specialty Ltd.....	2231	Associated Clock & Specialty Ltd.....	2231
Bilrite Clothing Incorporated.....	2231	Bilrite Clothing Incorporated.....	2231
Charles Goodfellow Lumber Sales Ltd..	2231	Charles Goodfellow Lumber Sales Ltd..	2231
Club du Lac Bonnetterre, Incorporé ..	2232	Club du Lac Bonnetterre, Incorporé ..	2232
Dexter Motors Ltd.....	2232	Dexter Motors Ltd.....	2232
Foot Joys Inc.....	2233	Foot Joys Inc.....	2233
General Drug Limited — Les Produits Pharmaceutiques Généraux Limitée.	2233	General Drug Limited.— Les Produits Pharmaceutiques Généraux Limitée.	2233
Gordon-Harris Supply Co.....	2233	Gordon-Harris Supply Co.....	2233
H. Gaulin Limitée.....	2234	H. Gaulin Limitée.....	2234
Industrial Novelties Ltd.....	2234	Industrial Novelties Ltd.....	2234
La Chambre de Commerce de St-Siméon de Bonaventure, Qué.....	2234	La Chambre de Commerce de St-Siméon de Bonaventure, Qué.....	2234
Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée.....	2235	Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée.....	2235
L. H. Burns & Co. Inc.....	2235	L. H. Burns & Co. Inc.....	2235
Lido Shoe Incorporated — Chaussures Lido Incorporée.....	2236	Lido Shoe Incorporated.— Chaussures Lido Incorporée.....	2236
Maska Construction Inc.....	2236	Maska Construction Inc.....	2236
Memphrémagog Ferry Co. Ltd.....	2236	Memphrémagog Ferry Co. Ltd.....	2236
Mordave Realty Inc.....	2237	Mordave Realty Inc.....	2237

Normandy Gold Mines Ltd., . . . . .	2237	Normandy Gold Mines Ltd., . . . . .	2237
Palais Olympique—Olympic Palace Inc., . . . . .	2237	Palais Olympique.—Olympic Palace Inc., . . . . .	2237
Polystructure Limitée . . . . .	2238	Polystructure Limitée . . . . .	2238
Prupas & Gauthier Ltd., . . . . .	2238	Prupas & Gauthier Ltd., . . . . .	2238
Quebec Propane Gas Co. Ltd.—La Cie de Gaz Propane du Québec, Ltée . . . . .	2238	Quebec Propane Gas Co. Ltd.—La Cie de Gaz Propane du Québec, Ltée . . . . .	2238
Quick Flame Gas Ltd. . . . .	2239	Quick Flame Gas Ltd., . . . . .	2239
Raoul Jobin Inc., . . . . .	2239	Raoul Jobin Inc., . . . . .	2239
Rubin Textiles Ltd., . . . . .	2240	Rubin Textiles Ltd., . . . . .	2240
Sherbrooke Footwear Co. Ltd., . . . . .	2240	Sherbrooke Footwear Co. Ltd., . . . . .	2240
St. Donat Express Ltd.—Transport St-Donat Ltée. . . . .	2241	St. Donat Express Ltd.—Transport St-Donat Ltée. . . . .	2241
Stenotype Institute of Montreal Inc., . . . . .	2241	Stenotype Institute of Montreal Inc., . . . . .	2241
S. & G. Products Inc., . . . . .	2241	S. & G. Products Inc., . . . . .	2241
The Tiger Flying Club Inc., . . . . .	2242	The Tiger Flying Club Inc., . . . . .	2242
<b>LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:</b>	
Gagnon Air Service Limited. . . . .	2242	Gagnon Air Service Limited. . . . .	2242
Houde, Laroche & Cie Ltée. . . . .	2242	Houde, Laroche & Cie Ltée. . . . .	2242
Kensington Industries Limited . . . . .	2242	Kensington Industries Limited . . . . .	2242
La Corporation de Téléphone de Qué- bec—Quebec Telephone Corporation . . . . .	2243	La Corporation de Téléphone de Qué- bec—Quebec Telephone Corporation . . . . .	2243
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses. . . . .	2257	Miscellaneous . . . . .	2257
<b>ORDRE DE COUR:</b>		<b>RULE OF COURT:</b>	
United Auto Parts St. Johns Ltd. vs Clouatre. . . . .	2258	United Auto Parts St. Johns Ltd. vs Clouatre. . . . .	2258
<b>SIÈGE SOCIAL:</b>		<b>HEAD OFFICE:</b>	
Immeubles Jalbert, Limitée . . . . .	2258	Immeubles Jalbert, Limitée . . . . .	2258
<b>SOUMISSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
Salaberry-de-Valleyfield, cité de. . . . .	2260	Salaberry-de-Valleyfield, city of. . . . .	2260
Sherbrooke, cité de. . . . .	2258	Sherbrooke, city of . . . . .	2258
Valcourt, village de . . . . .	2259	Valcourt, village of. . . . .	2259
<b>VENTE, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALE, BANKRUPTCY ACT:</b>	
Pettinger, Dame Elsie Mabel (Erra- tum), . . . . .	2261	Pettinger, Dame Elsie Mabel (Erra- tum), . . . . .	2261
<b>VENTES POUR TAXES:</b>		<b>SALES FOR TAXES:</b>	
Commission scolaire de Harvey. . . . .	2262	School Commission of Harvey. . . . .	2262
St-Camille-de-Lellis, paroisse de . . . . .	2261	St-Camille-de-Lellis, parish of . . . . .	2261
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFF'S SALES:</b>	
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
La Familiale vs Refuge St-Antoine Inc. . . . .	2263	La Familiale vs Refuge St-Antoine Inc. . . . .	2263
<b>QUÉBEC:</b>		<b>QUÉBEC:</b>	
Gravel vs Mathieu. . . . .	2264	Gravel vs Mathieu. . . . .	2264
<b>RIMOUSKI:</b>		<b>RIMOUSKI:</b>	
Fortin vs Bonenfant. . . . .	2264	Fortin vs Bonenfant. . . . .	2264
<b>ROBERVAL:</b>		<b>ROBERVAL:</b>	
La Caisse Populaire de Normandin vs Bilodeau. . . . .	2265	La Caisse Populaire de Normandin vs Bilodeau. . . . .	2265
La Caisse Populaire de Normandin vs Simard . . . . .	2265	La Caisse Populaire de Normandin vs Simard . . . . .	2265
20140-o		20140-o	